

F. 99 — 2943

[C — 99/27671]

10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 75/442/CEE du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par les directives 91/156/CEE du 18 mars 1991 et 91/692/CEE du 23 décembre 1991, et par la décision 96/350/CE de la Commission du 24 mai 1996;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et des transports, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné, le 23 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance qu'il est nécessaire, dans l'intérêt du développement économique de la Région, de procéder dans les meilleurs délais au dragage de certaines parties de cours d'eau (notamment la partie du canal Charleroi-Bruxelles comprise entre le plan incliné de Ronquières et la Région flamande) dont l'entretien normal n'a pu être assuré du fait de certaines dispositions de la législation en vigueur;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Chapitre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE Ier. — Définitions et principes généraux

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° déchet : tout déchet tel que défini par l'article 2, 1° du décret;
- 3° déchet exogène : déchet solide macroscopiquement discernable tel qu'encombrant, bois, ferraille, plastique;
- 4° cours d'eau : les fleuves, rivières, ruisseaux et canaux navigables et non navigables, ainsi que les eaux des ports et des chenaux d'accès;
- 5° cours d'eau non navigables : les rivières et ruisseaux non classés par le Gouvernement parmi les voies navigables;
- 6° plans d'eau : les lacs naturels ou artificiels et les étangs;
- 7° ouvrages annexes : les fossés, contre fossés, siphons, pertuis et autres ouvrages hydrauliques nécessaires à la gestion des cours ou plans d'eau;
- 8° travaux de dragage ou de curage : les opérations d'enlèvement de matières, sédiments ou objets du lit et des berges des cours et plans d'eau;
- 9° installation : toute installation au sens de l'article 2, 17° du décret;
- 10° Office : l'Office wallon des déchets;
- 11° fonctionnaire technique : le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;
- 12° fonctionnaire chargé de la surveillance : les fonctionnaires et agents visés à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement;
- 13° gestionnaire : la personne morale de droit public ou la personne de droit privé responsable de la gestion du cours ou du plan d'eau;
- 14° Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

Art. 2. Les matières enlevées du lit, des berges et des ouvrages annexes des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage sont gérées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 3. Préalablement aux travaux de dragage ou de curage d'un cours d'eau ou de ses ouvrages annexes, le gestionnaire :

- 1° fait effectuer sur les matières à enlever, par un laboratoire agréé en vertu de l'article 40 du décret, un échantillonnage et une analyse conformément aux dispositions de l'annexe 1;
- 2° adresse au fonctionnaire technique un dossier comprenant :
 - a) un plan de situation au 1/10.000e des tronçons de cours d'eau sur lesquels les travaux sont projetés;
 - b) la programmation des travaux à effectuer;
 - c) le plan d'échantillonnage et les résultats de l'analyse visée au 1°;
 - d) le rapport visé au point 2.2. de l'annexe 1;
 - e) ses conclusions quant à la catégorie à laquelle appartiennent les matières à extraire;
 - f) le ou les modes de destination projetés des matières à extraire.

Le gestionnaire n'est tenu aux obligations visées à l'alinéa précédent que dans les cas où l'article 4, § 2, du présent arrêté ne trouve pas à s'appliquer.

Art. 4. § 1^{er}. Hormis les déchets exogènes, les matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau ou de leurs ouvrages annexes du fait de travaux de dragage ou de curage sont réparties en deux catégories, dénommées catégorie A et catégorie B, selon les critères repris à l'annexe 1.

Toute matière présentant un dépassement des normes fixées à l'annexe 1 attribuable exclusivement au fonds géochimique naturel de tout ou partie du bassin versant appartient cependant à la catégorie A.

§ 2. Ne sont pas soumises aux dispositions de l'annexe 1 et sont considérées comme appartenant d'office à la catégorie A, les matières enlevées du lit, des berges et des ouvrages annexes des plans d'eau et des cours d'eau, lorsqu'aucun déversement direct ou indirect d'eaux usées en provenance d'installations relevant des secteurs visés à l'annexe 2 du présent arrêté n'est effectué directement ou en amont du lieu où les travaux sont projetés.

La limite de l'amont à prendre en compte pour l'application de l'alinéa qui précède est constituée, le cas échéant, par le point le plus proche où une analyse antérieure a démontré que les matières appartenaient à la catégorie A, et ce pour autant qu'aucun déversement d'eaux usées en provenance des secteurs visés à l'annexe 2 ne soit intervenu postérieurement à cette analyse.

Art. 5. Il est interdit de se défaire des matières visées à l'article 4 si ce n'est en respectant les modes de gestion énumérés ci-après :

1° les matières appartenant à la catégorie A sont :

- a) soit utilisées conformément aux dispositions prises en application de l'article 3 du décret;
- b) soit orientées vers une installation de regroupement, en vue de leur utilisation, valorisation ou élimination ultérieure;
- c) soit éliminées en centre d'enfouissement technique.

Les matières appartenant à la catégorie A enlevées d'un plan d'eau ou d'un cours d'eau non-navigable peuvent cependant être gérées conformément au chapitre IV de la loi du 28 décembre 1967 sur les cours d'eau non-navigables.

Les matières appartenant à la catégorie A non obstat des dépassements de normes dus exclusivement au fonds géochimique naturel ne peuvent être valorisées que dans la zone présentant le même fonds géochimique naturel, lorsque la valorisation implique le dépôt sur ou l'incorporation au sol.

2° les matières appartenant à la catégorie B sont :

- a) soit orientées vers une installation de prétraitement afin d'y être traitées en vue de répondre aux critères leur permettant d'être classées en catégorie A;
- b) soit orientées vers une installation de regroupement en vue de leur valorisation ou élimination ultérieure;
- c) soit éliminées en centre d'enfouissement technique pour matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que visé à l'article 20, § 2, alinéa 3 du décret.

3° les déchets exogènes collectés à l'occasion de travaux de dragage ou de curage sont gérés conformément au décret et à ses arrêtés d'exécution.

Les déchets résultant de l'entretien des bassins d'orage, à l'exception des déchets exogènes, sont gérés comme les matières visées à l'article 4 § 2. ».

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté sont ajoutés un second et un troisième alinéa libellés comme suit :

« Le gestionnaire des cours et plans d'eau et des déchets visés à l'article 4 et à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° peut indistinctement utiliser les installations de regroupement exploitées par le Ministère de la Région wallonne ou le Ministère de l'Équipement et des Transports, moyennant rétribution et conclusion d'une convention qui règle notamment les modalités d'accès à l'installation et les modalités de contrôle de la conformité des matières admissibles.

La rétribution visée à l'alinéa précédent ne peut excéder le coût réel de gestion de l'installation considérée. L'Office peut requérir de l'exploitant toute information ou tout document probant à ce sujet. »

Art. 3. A la suite de l'article 8 du même arrêté est ajouté un second alinéa libellé comme suit :

« Le délai pour lequel l'autorisation est accordée ne peut excéder vingt ans, sans préjudice du renouvellement de l'autorisation. »

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Au cas où un centre de regroupement est autorisé à accueillir des matières appartenant à la catégorie A d'une part et des matières appartenant à la catégorie B d'autre part, les zones de stockage de ces deux catégories de matières sont physiquement séparées. »

Art. 7. Les articles 12 à 14 du même arrêté sont remplacés par les dispositions qui suivent :

« Art. 12. Les articles 14 alinéa 2, 14/3, 14/10, 14/11 et 14/12 ne sont pas applicables aux installations de regroupement des matières de la catégorie A.

Sur avis conforme de l'Office, l'autorité compétente peut déroger, aux articles 14/2, 14/5 à 14/8, 14/13, 14/15, 14/18 second alinéa et 14/20.

Art. 13. Quatre bornes, positionnées selon les 3 axes de coordonnées Lambert par un géomètre-expert assermenté, dépassant d'au moins 20 centimètres le niveau du sol et d'une section de 15 x 15 cm sont disposées sur le site de façon à permettre un relevé topographique par photogrammétrie aérienne. Ces coordonnées sont traduites en coordonnées latitude-longitude.

Le procès-verbal relatif au positionnement de ces bornes est transmis à l'Office et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

L'exploitant ne peut modifier la position de ces bornes sans en avertir préalablement le fonctionnaire technique et le fonctionnaire chargé de la surveillance par lettre recommandée à la poste.

Art. 14. L'aménagement de l'installation de regroupement et de chacune de ses aires de stockage est réalisé de façon à réduire au maximum le risque de contamination des nappes souterraines captées ou captables.

Le fond et les flancs des aires de stockage sont rendus imperméables à l'aide d'un complexe d'étanchéité complété d'un dispositif assurant un drainage efficace des eaux ayant été en contact avec les matières.

Art. 14/1. Le rejet des percolats et des eaux ayant été en contact avec les matières respecte les normes énoncées dans l'autorisation de rejet.

Au besoin, un traitement de ces eaux est mis en œuvre.

Art. 14/2. Un système de drains périphériques aménagés progressivement autour de chaque aire de stockage récolte les eaux ruisselant à l'extérieur du centre de regroupement ou des aires de stockage vides de façon à éviter leur contamination au contact des matières. Ce système de récolte ne peut en aucun cas perturber le drainage des parcelles voisines. Il est régulièrement curé et nettoyé de façon à ce que son efficacité ne puisse à aucun moment être compromise. Les eaux ainsi récoltées sont rejetées hors du site.

Art. 14/3. S'il échet, afin de permettre le prélèvement d'échantillons d'eaux souterraines, des puits piézométriques atteignant la nappe souterraine, lorsqu'elle existe, sont aménagés en nombre suffisant autour de l'installation.

Les puits piézométriques sont cadenassés. Les clés sont conservées dans l'installation et tenues à la disposition de l'Office et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 14/4. Le centre de regroupement n'est accessible qu'aux personnes autorisées. A cet effet, l'accès est rendu difficile à l'incursion humaine sur tout le périmètre et non seulement sur la partie en exploitation. A défaut d'obstacle naturel jugé suffisant par le fonctionnaire technique, le site est entouré d'une clôture d'une hauteur d'au moins 2 mètres surmontée d'un fil de fer barbelé.

Les entrées et sorties du site sont équipées de portes interdisant l'accès pendant les heures de fermeture du centre de regroupement. Ces portes ne sont maintenues ouvertes que durant la présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 14/5. Les voiries intérieures sont aménagées de manière à ce que les roues des véhicules soient exemptes de boues et de déchets lors de leur sortie de l'installation.

Des panneaux de signalisation sont placés le long des voies de circulation intérieures afin de guider les véhicules entrant dans l'installation vers les zones de déversement, et les véhicules sortant.

Art. 14/6. L'installation de regroupement dispose d'engins adaptés à sa taille.

Le régalage des matières, le recouvrement intermédiaire, les terrassements d'exploitation et l'entretien des fossés éventuels sont assurés par un engin approprié.

Art. 14/7. L'installation de regroupement dispose d'un complexe de service et de contrôle à proximité immédiate de l'entrée de l'installation.

Ce complexe est équipé en eau, électricité et téléphone et comprend au moins un local destiné à abriter un bureau, un réfectoire et des sanitaires avec douche pour le personnel.

Art. 14/8. A proximité de l'entrée, est prévu au moins un pont-basculé étalonné et pourvu d'un système automatique d'enregistrement, ou tout autre dispositif équivalent. Le pont-basculé et l'étalonnage sont contrôlés selon la législation en vigueur. L'agencement des lieux est réalisé de manière à ce que les véhicules entrant et sortant doivent obligatoirement passer sur le pont-basculé ou le dispositif équivalent qui en tient lieu, maintenu en fonctionnement permanent pendant les heures d'ouverture.

Art. 14/9. A l'entrée de l'installation de regroupement est disposé un panneau d'au moins 1 m² de superficie, sur lequel figurent, de façon claire, visible et permanente, au moins les indications suivantes :

- 1° la mention "entrée interdite" en lettres majuscules de 10 centimètres de haut;
- 2° l'identification et l'adresse de l'installation;
- 3° l'adresse et le numéro de téléphone de l'exploitant ou de son délégué;
- 4° l'adresse et le numéro de téléphone du fonctionnaire chargé de la surveillance;
- 5° les heures normales d'ouverture pour l'acceptation des matières;
- 6° la mention précisant le numéro de téléphone du service à appeler en cas d'incendie ou d'accident;
- 7° la mention spécifiant le type de matières admissibles.

Art. 14/10. § 1^{er}. Avant la mise en activité de l'installation et par la suite deux fois par an, des échantillons d'eau sont prélevés dans les puits piézométriques visés à l'article 15 en présence de l'exploitant par un laboratoire agréé en vertu de l'article 19 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables et en présence du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les prélèvements d'échantillons sont poursuivis pendant au moins un an après l'évacuation totale des matières.

§ 2. La prise de tout échantillon est précédée d'un pompage d'un débit suffisant d'une durée d'une heure au moins de la nappe qui permet d'arriver à une stabilisation de la conductivité mesurée.

§ 3. Les prélèvements sont analysés par le laboratoire agréé visé au § 1^{er}.

Les analyses réalisées par le laboratoire agréé portent sur les paramètres suivants : niveau statique, température in situ, pH in situ, conductivité in situ, COT, As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- et hydrocarbures apolaires. Le laboratoire agréé procède, en outre à une évaluation qualitative des composés organiques présents à l'aide d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse ou d'un dispositif équivalent.

§ 4. La technique de prélèvement et d'analyse sont conçues de manière à tenir compte des phénomènes de ségrégation des contaminants dans la nappe.

§ 5. L'autorisation peut prévoir un mécanisme de réduction progressive des obligations stipulées aux §§ 1^{er} à 3.

Art. 14/11. Une fois l'an à compter de la mise en activité de l'installation, les percolats se trouvant en amont immédiat de la station d'épuration sont analysés par un laboratoire agréé en vertu de l'article 19 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

Les analyses réalisées par le laboratoire agréé portent sur les paramètres suivants : température in situ, pH in situ, conductivité in situ, COT, As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- et hydrocarbures apolaires.

Art. 14/12. Les dates et heures de prélèvements sont communiquées au moins cinq jours ouvrables à l'avance par l'exploitant par message télécopié :

- 1° au fonctionnaire technique;
- 2° au fonctionnaire chargé de la surveillance;
- 3° au fonctionnaire dirigeant la Direction des eaux souterraines de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 4° aux autorités communales sur le territoire desquelles est située l'installation.

Les résultats sont communiqués par l'exploitant aux personnes visées à l'alinéa 1^{er}, au plus tard quarante jours après les prélèvements

Les analyses sont poursuivies jusqu'à la fin de la période suivant la désaffectation du site, pendant laquelle l'exploitant reste tenu d'assurer la surveillance et le contrôle de l'installation. Cette période s'étend sur trois ans au minimum.

Art. 14/13. Pendant les heures de déchargement, deux personnes au moins se trouvent sur le site de l'installation pour assurer les formalités administratives, le contrôle de la conformité des matières, l'orientation des transporteurs et la conduite des engins.

Art. 14/14. L'exploitant tient un registre d'entrée.

Ce registre est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 200 pages.

L'exploitant y consigne jour après jour :

- 1° le nombre de bordereaux de transport, avec l'indication de refus. Les bordereaux constituent des annexes au registre;
- 2° les relevés effectués par les instruments de mesures imposés dans l'acte d'autorisation;
- 3° la mention de tout événement inhabituel et/ou susceptible de mettre en cause la protection de l'environnement.

Les protocoles relatifs aux analyses et contrôles prescrits sont annexés au registre.

L'exploitant est tenu de conserver les bordereaux repris en annexe dans son registre pendant les cinq années qui suivent leur rédaction.

Art. 14/15. Sauf le cas de déchargement exceptionnel, tout véhicule amenant des matières dans l'installation de regroupement est muni d'un bordereau de transport.

En cas de déchargement exceptionnel, un bordereau de transport est établi lors de l'entrée de l'installation de regroupement.

Au moment du déchargement, les informations suivantes sont consignées sur le bordereau de transport, par un système informatique :

- 1° le poids, le volume, la tare et l'origine, et le cas échéant, le numéro du bon de pesage;
- 2° la signature du transporteur et le numéro de sa carte d'identité;
- 3° le nom et la signature de la personne chargée par l'exploitant de vérifier la conformité des matières;
- 4° l'identification de l'exploitant;
- 5° la date et l'heure du déchargement;
- 6° un code correspondant au plan d'exploitation qui désigne le lieu de déversement;
- 7° le cas échéant, les raisons du refus d'acceptation des matières et la mention "refus".

Un exemplaire du bordereau est conservé au bureau de l'installation de regroupement et est annexé au registre visé à l'article 14/14; les autres exemplaires sont remis au transporteur.

Art. 14/16. La durée de stockage des matières dans l'installation de regroupement ne peut excéder trois ans.

Art. 14/17. L'exploitant tient un registre de sortie.

Ce registre est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 200 pages.

L'exploitant y consigne jour après jour :

- 1° le poids et le volume des matières évacuées;
- 2° la provenance initiale des matières;
- 3° la destination finale de celles-ci.

Art. 14/18. Les matières ne peuvent présenter un taux de siccité inférieur à 10 %.

Elles sont déchargées sur les aires de stockage et régaliées dans les plus brefs délais.

Art. 14/19. Lorsque les matières dégagent des odeurs incommodantes, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut imposer :

- 1° le recouvrement des matières par une couche de couverture intermédiaire ou par des produits spécialisés.
- 2° la mise en place d'un dispositif d'abattement ou d'absorption des odeurs à l'aide de produits et de techniques dont l'innocuité et l'efficacité doivent être prouvées par l'exploitant.

Les affaissements, crevasses, failles ou endroits où les déchets apparaissent dans une éventuelle couche de couverture intermédiaire sont comblés dès constatation.

Art. 14/20. Dans les soixante jours de la notification de l'autorisation, l'exploitant transmet en trois exemplaires à l'Office, un plan d'exploitation conforme aux dispositions de l'acte d'autorisation.

Ce plan de travail comprend au moins :

- 1° l'ordre de remplissage et d'évacuation des matières de chaque aire de stockage dans le temps et l'espace;
- 2° l'épaisseur de la couche de matières avant l'évacuation de ceux-ci;
- 3° le plan de gestion des eaux comportant le schéma, l'organisation et l'exécution des mesures en la matière.

Après avoir été visé par l'Office dans un délai de trente jours, le plan d'exploitation est retourné à l'exploitant. L'exploitant est tenu de s'y conformer et le tient à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remplissage et d'évacuation des matières des aires de stockage.

Le plan est disponible en permanence dans l'installation et est accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 14/21. Dans les trois mois qui précèdent la fin définitive de l'exploitation de l'installation de regroupement, l'exploitant soumet à l'Office, en quatre exemplaires, un projet de réaménagement global du site, en ce compris le réaménagement végétal.

L'administration apporte les modifications qu'elle estime nécessaires au projet et l'approuve dans les nonante jours de sa réception.

Elle prescrit le délai endéans lequel les travaux de remise en état devront être exécutés. »

Art. 8. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La demande d'autorisation contient les indications et documents suivants :

- 1° l'objet précis de la demande, en ce compris la description des matières concernées et les capacités nominales du centre de regroupement;
- 2° l'identité, le domicile, le siège social et administratif du demandeur;
- 3° les documents probants quant à la nature des droits du demandeur sur le terrain, les immeubles et l'équipement;
- 4° la description du site pour lequel l'autorisation est demandée, comprenant :
 - la ou les catégories de matières auquel le site est destiné;
 - une description technique et un relevé des procédés à mettre en œuvre;
 - une étude circonstanciée permettant de déterminer tout risque de contamination du sol et des eaux de surface et souterraines;
 - les quantités approximatives et les conditions de stockage des matières à réutiliser;
 - un diagramme du flux de matières mentionnant notamment la provenance prévisible des matières regroupées;
 - un plan de situation de l'installation à l'échelle 1/10 000;
 - un extrait de la matrice cadastrale des parcelles ou parties de parcelles comprises dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles sur lesquelles le centre est situé;
 - un plan dressé à l'échelle 1/200 au moins indiquant la disposition des unités de l'installation;
 - les profils en travers;
- 5° les mesures en vue d'atténuer les inconvénients que pourrait engendrer l'installation pour le voisinage en matière de rejets atmosphériques, de rejets dans les eaux, de bruit, de vibrations et de circulation routière;
- 6° les dispositions pour l'évacuation régulière des matières vers les installations de valorisation ou d'élimination;
- 7° les dispositions en matière de sécurité comprenant les mesures à prendre pour que la valorisation des matières soit assurée lorsque l'installation est hors service;
- 8° le délai prévu pour la mise en activité;
- 9° l'identité et les qualifications des personnes que le demandeur désigne pour assurer le respect des législations relatives à l'environnement et des conditions d'exploiter prévues par l'autorisation;
- 10° le régime horaire de fonctionnement de l'installation;
- 11° les itinéraires habituels d'acheminement des matières vers l'installation et à la sortie de celle-ci;
- 12° la copie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile relative à l'installation, sauf lorsque la demande émane du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou du Ministère de la Région wallonne;
- 13° les dérogations sollicitées sur base de l'article 14 alinéa 2, ainsi que la justification de leur demande;
- 14° un inventaire du dossier. »

Art. 9. Dans les articles 6, 8, 17 et 23 du même arrêté, le mot "centre" est remplacé par le mot installation ».

Art. 10. Dans l'intitulé du chapitre III du même arrêté ainsi que dans les articles 18, 19 §1^{er} alinéa premier, 20, 21, 22 et 24, le mot « décharge » est remplacé par les mots « centre d'enfouissement technique ».

Art. 11. L'article 25 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. A l'article 26 du même arrêté, les mots " et d'agrément " et " du 5 juillet 1985 relatif aux déchets" sont supprimés.

Art. 13. L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les sites affectés à la gestion des matières issues des cours d'eau navigables du fait de travaux de dragage ou de curage avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent continuer à être exploités en tant qu'installations de regroupement, pour autant que l'exploitant introduise auprès de la Députation permanente une demande de régularisation dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Outre les documents et indications pertinents requis en vertu de l'article 16, la demande contient selon le cas :

- 1° la durée résiduelle de l'exploitation en projet;
- 2° les mesures préconisées pour la remise en état du site et, d'une façon générale, toutes les mesures propres à limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux ainsi que sur l'environnement et la santé de l'homme;
- 3° les dérogations sollicitées en vertu de l'article 14 aux conditions d'exploitation qui seraient irréalisables au regard des caractéristiques particulières du site.

Le fonctionnaire technique vérifie si la demande est complète et notifie sa décision quant à la recevabilité du dossier.

Sur base d'un rapport du fonctionnaire technique et dans les cent quatre-vingt cinq jours de la notification de la décision visée à l'alinéa précédent déclarant la demande recevable, la Députation permanente statue et fixe le délai dans lequel il devra être satisfait aux obligations prescrites. Ce délai ne peut dépasser deux ans à dater de la décision. »

Art. 14. L'annexe du même arrêté est remplacée par les dispositions qui suivent :

« ANNEXE 1

Normes d'échantillonnage et d'analyse et procédures de classification des matières enlevées du lit, des berges et ouvrages annexes des cours d'eau et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage.

1. Principes généraux

Pour classer les matières parmi les catégories A et B, la procédure et les paramètres prévus dans la présente annexe sont utilisés.

Lorsque les caractéristiques des matières d'une zone où des travaux doivent être effectués ont déjà été déterminées lors de travaux antérieurs conformément à la présente annexe, le fonctionnaire technique peut autoriser une procédure d'échantillonnage simplifiée.

2. Prélèvement des échantillons

2.1. Nombre d'échantillons représentatifs

Le nombre minimal d'échantillons représentatifs à prélever est fixé en fonction du volume de matière à extraire par curage ou par dragage, suivant le tableau 1 ci-après :

Tableau 1 : Nombre minimal d'échantillons représentatifs à prélever selon le volume à extraire

Volume en m ³	Nombre d'échantillons représentatifs
inférieur à 25.000 m ³	au minimum 1 échantillon et un échantillon par 5000 m ³
supérieur à 25.000 m ³	au minimum 3 échantillons et 1 échantillon par 10.000 m ³

Les zones de prélèvement sont définies pour tenir compte de l'étendue et de l'épaisseur de la couche de matière à extraire du plan d'eau ou du tronçon de cours d'eau. Pour assurer une bonne représentativité de l'échantillonnage, il y a lieu d'intégrer lors de la définition de la zone et des points de prélèvement correspondants, des éléments tels que :

- l'existence de zones de captage;
- les conditions locales d'écoulement;
- les apports diffus ou concentrés, directs ou indirects provoqués par les eaux de ruissellement ou les effluents quelle qu'en soit la nature ou l'origine;
- toutes les informations recueillies lors de caractérisations antérieures.

2.2. Prélèvement de l'échantillon

L'échantillon représentatif d'une zone de prélèvements est le résultat du mélange pondéré de minimum 4 prélèvements individuels réalisés sur toute l'épaisseur des matières à évacuer et répartis judicieusement dans la zone.

Chaque prélèvement individuel est répertorié et fait l'objet d'une description macroscopique indiquant notamment :

- la couleur, l'odeur (sulfure d'hydrogène, hydrocarbures,...);
- la texture et la consistance de la matière;
- l'homogénéité ou la stratification du sédiment;
- la présence d'éléments grossiers (blocs, graviers,...);
- la présence de composants caractéristiques : organismes vivants, végétaux frais ou en décomposition, coquillages, débris divers,...

Le rapport renseignera également la situation, la profondeur et l'épaisseur de chaque prélèvement individuel.

Le volume final de l'échantillon représentatif sera fonction de la granulométrie du matériau. Il devra contenir au minimum 15 dm³ de matières fines (dimension des grains inférieurs à 2 mm).

Lorsque les caractéristiques du sédiment le permettent, les prélèvements s'effectuent à l'aide d'échantillonneurs à pénétration verticale en respectant les recommandations de la norme ISO-4364 (1977) relative à l'échantillonnage des matériaux du lit.

En présence de sédiments cohésifs ou de matières grossières (graviers, cailloux ou blocs), l'usage d'un appareil de carottage ou d'une benne preneuse est souhaitable; de même en zone émergée l'usage d'une tarière est autorisé.

Si la prise d'échantillon est perturbée par la présence de matériaux grossiers (roches, blocs, graviers,...), des dispositions seront prises en accord avec le fonctionnaire technique pour effectuer un échantillonnage assurant le prélèvement de la fraction fine.

2.3. Transport et conservation

Les récipients destinés au stockage des échantillons doivent présenter une ouverture largement dimensionnée et permettre une manipulation aisée. En aucune manière, les différents composants du mélange ne peuvent être altérés par la nature du récipient.

Le récipient doit être fermé hermétiquement et conservé à l'abri de la lumière, dans un endroit frais (idéalement 2 à 4 °C). L'analyse doit obligatoirement commencer dans les plus brefs délais après le prélèvement.

3. Traitement de l'échantillon brut

Dès la réception au laboratoire, l'échantillon prélevé sera pesé, homogénéisé et séparé en deux fractions identiques, représentatives et suffisantes aux déterminations analytiques ultérieures.

L'un des aliquotes sera destiné aux analyses nécessitant l'utilisation d'un matériau brut non séché. L'autre sera pesé puis déposé dans un récipient adéquat, hors d'atteinte des vapeurs ou poussières du laboratoire et, séché en étuve ventilée réglée à une température de 60°C maximum jusqu'à masse constante.

Chaque aliquote sera conservée en évitant soigneusement toute altération susceptible de nuire aux déterminations analytiques ultérieures.

Un échantillon témoin du matériau séché sera conservé pendant une période minimale de 6 mois.

En tout état de cause, les échantillons soumis aux analyses doivent être représentatifs du déchet dans la filière de gestion.

4. Procédure de contrôle : préparation et analyses

4.1. Préparation

Un aliquote de la matière sèche sera désagrégé dans un mortier en porcelaine tout en conservant les éléments grossiers (graviers, cailloux, concrétions, débris organiques,...). Le produit ainsi obtenu sera passé au tamis de 2 mm. Seule la fraction passante sera analysée. Certaines analyses chimiques exigent un matériau plus finement broyé passant au tamis de 0,5 mm; on utilisera dès lors un broyeur approprié.

4.2. Analyse

Le laboratoire détermine ensuite sur les fractions appropriées les paramètres et dosages suivants :

a) la matière sèche à 105 °C +/- 2 °C, la teneur en matières organiques, le pH et la conductivité électrique de la solution aqueuse 1/10 à 20 °C, la teneur en matières insolubles dans les acides, le refus au tamis de 2 mm;

b) éléments et composés inorganiques : As, Cr, Cd, Co, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- totaux.

c) composés organiques : hydrocarbures aliphatiques (C10 B C40), hydrocarbures aromatiques monocycliques, solvants halogénés, hydrocarbures aromatiques polycycliques (P.A.H.'s de Borneff), polychlorobiphényles (PCB's de Ballschmieter) et pesticides organochlorés.

Le dosage de ces composés organiques n'est exécuté que si leur présence est mise en évidence par un balayage en chromatographie en phase gazeuse couplée à un spectromètre de masse (GC/MS).

Une détermination complémentaire d'éléments ou de composés inorganiques ou de composés organiques, peut être demandée par le fonctionnaire technique en fonction soit de conditions locales particulières, soit de leur présence signalée dans la colonne d'eau.

4.3. Interprétation

La classification des matières à extraire est établie de la manière suivante.

1° Lorsque les travaux visent à extraire moins de 25.000 m³ de matières

a) les matières à extraire sont considérées comme appartenant à la catégorie A lorsqu'il n'y a dépassement des normes fixées aux tableaux 2 et 3 pour aucun des éléments ou composés repris dans ces tableaux.

Tableau 2 : Teneurs maximales admissibles en éléments et composés inorganiques

(en mg par kg de matières sèches)

As	Cd	Cr	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn	F-	CN-
50	6	200	150	25	1,5	75	250	1200	250	5

Tableau 3 : Teneurs maximales admissibles pour les composés organiques

(en mg par kg de matières sèches)

Hydrocarbures apolaires	1500
Hydrocarbures aliphatiques (C10 B C40)	50
Hydrocarbures aromatiques monocycliques (1)	10
Solvants halogénés (2)	1
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (P.A.H.'s de Borneff) (3)	9
Polychlorobiphényles (P.C.B.'s de Ballschmieter) (4)	0,25
Pesticides organochlorés totaux (5)	0,25

(1) Benzène, toluène, éthylbenzène, m-xylène, p-xylène, o-xylène, styrène

(2) Chlorure de méthylène, trans-1,2-dichloroéthylène, 1,1-dichloroéthane, cis-1,2-dichloroéthylène, chloroforme, 1,1,1-trichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, tétrachlorure de carbone, 1,2-dichloropropane, trichloroéthylène, bromodichlorométhane, cis-1,3-dichloropropylène, trans-1,3-dichloropropylène, 1,1,2-trichloroéthane, dibromochlorométhane, tétrachloroéthylène, chlorobenzène, bromoforme

(3) Par P.A.H.'s on entend la recherche des composés suivants :

acénaphthène, acénaphthylène, anthracène, benzo (a) anthracène, dibenzo (a, h) anthracène, chrysène, fluoranthène (*), benzo (b) fluoranthène (*), benzo (k) fluoranthène (*), fluorène, naphtalène, phénanthrène, pyrène, benzo (a) pyrène (*), indéno 1, 2, 3 (c, d) pyrène (*) et benzo (g, h, i) pérylène (*).

La décision porte sur la somme des 6 composés de Borneff (*).

(4) Par P.C.B.'s on entend la somme des P.C.B. 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180.

(5) Par pesticides organochlorés on entend la somme des H.C.B., c'est-à-dire hexachlorobenzène, aldrine, dieldrine, endrine, isodrine, lindane, heptachlorépoxyde, 4,4 DDE, 2,4 DDT et 4,4 DDT.

b) lorsqu'au moins un des éléments ou composés dépasse la teneur fixée aux tableaux 4 et 5, les matières appartiennent à la catégorie B.

Tableau 4. Teneurs de sécurité pour les éléments et composés inorganiques (en mg/kg de matière sèche)

As	Cd	Cr	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn	F-	CN-
100	30	460	420	100	15	300	1500	2400	500	25

Tableau 5. Teneurs de sécurité pour les composés organiques (en mg/kg de matières sèches)

Hydrocarbures apolaires	4500
Hydrocarbures aliphatiques (C10 B C40)	100
Hydrocarbures aromatiques monocycliques	75
Solvants halogénés	5
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (P.A.H.'s de Borneff)	45
Polychlorobiphényles (P.C.B's de Ballschmieter)	0.75
Pesticides organochlorés totaux	0.50

c) Lorsqu'au moins un des éléments ou composés dépasse la teneur fixée aux tableaux 2 et 3, mais présente une concentration inférieure à la teneur de sécurité définie aux tableaux 4 et 5, un test d'éluion est entrepris sur un aliquote de chacun des échantillons représentatifs issus du plan d'eau ou du tronçon de cours d'eau sur lequel les travaux sont projetés.

Test d'éluion

Le test d'éluion a pour but de fournir une information qualitative sur la composition des eaux d'infiltration et la nature des substances potentiellement dangereuses en mouvement.

Le laboratoire exécute le test d'éluion selon la méthode DIN 38414-S4 complétée ou simplifiée par l'Office wallon des Déchets à l'annexe III de la circulaire administrative du 23.12.1992 et telle que décrite dans le cas des échantillons solides ou pâteux.

Trois éluions successives seront menées sur le même aliquote et, sauf pour le pH et la conductivité, on additionnera les résultats observés au terme de chaque éluion.

Les éluats feront systématiquement l'objet des analyses suivantes :

a) caractéristiques générales : pH, conductivité;

b) éléments et composés inorganiques : As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN-.

Seuls les composés organiques dont la teneur maximale définie au tableau 3 a été franchie lors de l'analyse préliminaire de chaque échantillon représentatif feront l'objet d'une détermination analytique sur les éluats.

La concentration massique des substances lixiviées rapportée au kilogramme de matière sèche présente dans l'échantillon, sert de base à une nouvelle classification des matières.

Dans le cas des métaux lourds, il y a lieu également d'indiquer le degré de lixiviation, c'est-à-dire le rapport en % de la partie lixiviée d'une substance à la teneur globale de cette substance dans l'échantillon sec.

Les concentrations massiques maximales admissibles sont reprises au tableau 6.

Tableau 6 : concentrations massiques maximales admissibles dans les sédiments

en mg par kg de matières sèches (*)

As tot	0,50
Cd	0,10
Co	0,50
Crtot	0,50
CrVI	0,10
Cu	2,00
Hg	0,02
Ni	0,50
Pb	0,50
Zn	2,00
F-	20
CN-	0,10

Hydrocarbures apolaires	10
Hydrocarbures aliphatiques (C10 B C40)	(**)
Hydrocarbures aromatiques monocycliques (individuel)	0.0002
Solvants halogénés (individuel)	0.0005
P.A.H's de Borneff (individuel)	0,002
P.C.B's de Ballschmieter (individuel)	0,002
Pesticides organochlorés (individuel)	0,002

(*) Ces concentrations sont calculées à partir des concentrations mesurées en mg/l dans les trois éluats successifs.

(**) Limite de quantification avec la méthode analytique reprise au tableau 7

Lorsque, pour chacun des aliquotes issus des échantillons représentatifs, la concentration massique de chaque élément ou composé est inférieure à la concentration massique maximale admissible définie au tableau 6, l'ensemble des matières à extraire du plan d'eau ou du tronçon de cours d'eau sur lequel les travaux sont projetés appartient à la catégorie A.

Si par contre, pour un ou plusieurs échantillons représentatifs, au moins un élément ou composé dépasse la concentration massique maximale admissible, les matières à extraire de la ou des zones de prélèvement correspondantes appartiennent à la catégorie B. Toutefois, les matières à extraire des zones de prélèvement dont les échantillons représentatifs satisfont aux normes fixées au tableau 6 peuvent être gérées comme des matières appartenant à la catégorie A, moyennant séparation mécanique.

2° Lorsque les travaux visent à extraire plus de 25.000 m³ de matières

a) Lorsque chacun des échantillons représentatifs satisfait aux critères fixés par les tableaux 2 et 3, l'ensemble des matières à extraire du plan d'eau ou du tronçon de cours d'eau sur lequel les travaux sont projetés appartient à la catégorie A.

b) Lorsqu'un ou plusieurs échantillons représentatifs présentent pour au moins l'un des éléments ou composés un dépassement des teneurs fixées aux tableaux 2 et 3 mais que les concentrations restent inférieures aux teneurs de sécurité fixées par les tableaux 4 et 5, on calcule sur l'ensemble des échantillons représentatifs la moyenne arithmétique de la teneur de chacun de ces éléments ou composés et leur écart-type par rapport à la moyenne.

b.1) Si la somme de la moyenne et de l'écart-type de la teneur de ces éléments ou composés est inférieure à la teneur fixée aux tableaux 2 et 3, l'ensemble des matières à extraire appartient à la catégorie A.

b.2) Si la somme de la moyenne et de l'écart-type de la teneur de ces éléments ou composés est supérieure à la teneur fixée aux tableaux 4 et 5, l'ensemble des matières à extraire appartient à la catégorie B.

b.3) Si cette somme est supérieure à la teneur fixée aux tableaux 2 et 3 tout en restant inférieure à la teneur de sécurité fixée aux tableaux 4 et 5, on effectue, sur un aliquote issu du ou des échantillons représentatifs qui présentaient un ou plusieurs dépassements des teneurs fixées aux tableaux 2 et 3, un test d'éluion suivant les prescriptions du point 1^o ci-avant. La concentration massique des éléments ou composés visés au point b) est déterminée à partir des éluats.

c.1) Si pour chacun des aliquotes la concentration massique de ces éléments ou composés est inférieure à la concentration massique maximale admissible fixée au tableau 6, l'ensemble des matières à extraire appartient à la catégorie A.

c.2) Dans le cas contraire, on effectue le test d'éluion sur l'ensemble des échantillons représentatifs et on calcule, sur l'ensemble des aliquotes, la moyenne arithmétique de la concentration massique des éléments ou composés qui présentaient un dépassement de la concentration massique maximale admissible, et leur écart-type par rapport à cette moyenne. Lorsque la somme de la moyenne et de l'écart-type de la concentration massique de chacun de ces éléments ou composés reste inférieure à la concentration massique maximale admissible fixée au tableau 6, l'ensemble des matières appartient à la catégorie A. Dans le cas contraire, l'ensemble des matières à extraire appartient à la catégorie B. Toutefois, les matières correspondant aux zones de prélèvement dont sont issues les aliquotes qui ont satisfait aux normes fixées au tableau 6 peuvent être seules gérées comme des matières appartenant à la catégorie a, moyennant séparation mécanique.

5. Méthodes analytiques

Tableau 7 : Méthodes analytiques recommandées

Paramètre	Analyse des sédiments	Analyse des éluats
Minéralisation par digestion acide de boue, sédiment ou sol	EPA 3050 B-3051-3052, ISO 38414 - S17	EPA 3050B-3051-3052
PH	DIN 38414 Part 5 ISO/DIS 10390	DIN 38404 Part 5 ISO 10523
As	EPA 7060 -7061, ISO 11885	EPA 7060-7061, EN ISO 11989, ISO 11885
Cd	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Cr tot	ISO 9174, ISO 11885	ISO 9174, ISO 11885
CR VI	ISO 11083	ISO 11083

Paramètre	Analyse des sédiments	Analyse des éluats
Cu	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Co	EPA 7200-7201, ISO 8288, ISO 11885	EPA 7200-7201, ISO 8288, ISO 11885
Hg	ISO 5666/1, NBN EN 1483	ISO 5666/1, NBN EN 1483
Ni	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Pb	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Zn	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
F-	ISO 10359	ISO 10359
CN-	EPA 9010, ISO 6703-1	EPA 9010, ISO 6703-1
Hydrocarbures apolaires	ISO TR 11046 (méthode B)	ISO TR 11046 (méthode B) NVN 6678
Hydrocarbures aliphatiques (C10 B C40)	ISO TR 11046 (méthode B adaptée)	ISO TR 11046 (méthode B adaptée)
Hydrocarbures aromatiques monocycliques	EPA 602/8020	EPA 602/8020
Solvants halogénés	EPA 601/8010	EPA 601/8010
P.A.H's	EPA 610/8310, EPA 625/8270	EPA 610/8310, EPA 625/8270
P.C.B's	EPA 505, EPA 608/8080	EPA 505, EPA 608/8080
Pesticides organochlorés	EPA 505, EPA 508, EPA 608/8080	EPA 505, EPA 508, EPA 608/8080

ANNEXE 2

Sont à prendre en compte pour l'application de l'article 4, § 2, al. 1., les déversements d'eaux usées en provenance des secteurs ci-après :

1. Secteurs visés par les arrêtés royaux ci-après, déterminant les conditions sectorielles de déversement d'eaux usées dans les eaux de surface et dans les égouts publics,

Arrêté royal	Secteur
A.R. 29/12/88	Asbeste-ciment
A.R. 02/08/85	Charbonnages et activités de valorisation du charbon
A.R. 02/10/85	Industrie du chlore
A.R. 03/02/85	Cokeries
A.R. 04/08/86	Fabrication des engrais
A.R. 12/09/85	Ennoblement du textile
A.R. 07/10/86	Hexachlorocyclohexane
A.R. 22/08/88	Hydrocarbures chlorés
A.R. 04/09/85	Industrie graphique
A.R. 19/02/87	Industrie pharmaceutique
A.R. 02/10/85	Laboratoires
A.R. 11/07/89	Traitement de surface des métaux

Arrêté royal	Secteur
A.R. 27/11/85	Métaux non-ferreux
A.R. 28/06/89	Méthylcellulose
A.R. 04/08/86	Nettoyage des fûts
A.R. 02/08/85	Nettoyage des véhicules et des bateaux fluviaux
A.R. 08/07/87	PCB et PCT
A.R. 30/03/87	Pétrochimie et chimie organique en dérivant
A.R. 03/02/88	Raffineries de pétrole
A.R. 29/10/85	Sidérurgie à chaud
A.R. 03/02/88	Tanneries, mégisseries et pelleteries
A.R. 04/08/86	Vernis, peintures, encres d'imprimerie et pigments
A.R. 04/09/85	Viscose

2. Secteurs industriels dont les eaux usées contiennent les substances dangereuses suivantes au sens de la directive 76/464/CEE et de la directive 86/280/CEE et ses modifications successives, tels que visés dans les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 :

- DDT, pentachlorophénol, aldrine, dieldrine, endrine et isodrine
 - tétrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloréthylène, perchloréthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène

Le gestionnaire peut obtenir les informations relatives aux autorisations de déversements en provenance des secteurs visés par la présente annexe auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau, Direction des Eaux de surface. »

Art. 15. A l'article 7 alinéa 3, 2° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne, les mots « et des installations de regroupement des matières enlevées du lit, des berges et des ouvrages annexes des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage » sont insérés entre le mot « contrôlées » et les mots « en vertu ».

Art. 16. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2943

[C — 99/27671]

10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämearbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und Bflächen entnommen werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 75/442/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 15. Juli 1975 über Abfälle, abgeändert durch die Richtlinien 91/156/EWG vom 18. März 1991 und 91/692/EWG vom 23. Dezember 1991, und durch die Entscheidung 96/350/EG der Kommission vom 24. Mai 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, so wie durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusster Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen abgeändert, und teilweise durch den Erlass des Schiedshofes Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997 aufgehoben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämearbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und Bflächen entnommen werden;

Aufgrund des am 23. April 1999 Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. April 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet mit der Tatsache, dass es im Interesse der wirtschaftlichen Entwicklung der Region notwendig ist innerhalb der kürzesten Frist Ausbaggerarbeiten an bestimmten Teilen von Wasserläufen (insbesondere am zwischen dem Schiffshebewerk von Ronquières und der Flämischen Region gelegenen Teil des Kanals Charleroi-Brüssel), deren gewöhnliche Instandhaltung wegen gewisser Bestimmungen der geltenden Gesetzgebung nicht gewährleistet werden konnte, vorzunehmen.

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Das erste Kapitel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und Bflächen entnommen werden, wird durch die nachstehenden Bestimmungen ersetzt:

« KAPITEL I — *Begriffe und allgemeine Prinzipien*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

- 1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- 2° Abfall: jeglichen Abfall nach der in Artikel 2, 1° des Dekrets gegebenen Definition;
- 3° exogenem Abfall: einen festen, mit bloßem Auge sichtbaren Abfall wie Sperrmüll, Holz, Schrott, Kunststoff;
- 4° Wasserläufen: die schiffbaren und nicht-schiffbaren Flüsse, Bäche, Rinnsale und Kanäle, sowie die Gewässer der Häfen und Zufahrtsrinnen;
- 5° nicht-schiffbaren Wasserläufen: die Bäche und Rinnsale, die durch die Regierung nicht unter die schiffbaren Wasserläufe eingestuft worden sind;
- 6° Wasserflächen: die natürlichen oder künstlichen Seen und die Teiche;
- 7° Nebenbauwerken: die Gräben, Abfanggräben, Düker, Abflussöffnungen und die anderen hydraulischen Bauwerke, die für die Bewirtschaftung der Wasserläufe und Bflächen notwendig sind;
- 8° Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten: die Arbeiten zum Entfernen von Stoffen, Sedimenten oder sonstigen Gegenständen vom Bett oder von den Ufern der Wasserläufe und Bflächen;
- 9° Anlage: jegliche Anlage im Sinne von Artikel 2, 17° des Dekrets;
- 10° « Office »: das 'Office wallon des Déchets'(Wallonisches Amt für Abfälle);
- 11° technischem Beamten: den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder seinen Stellvertreter;
- 12° mit der Überwachung beauftragtem Beamten: die Beamten und Bediensteten, die in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, erwähnt werden;
- 13° Bewirtschafter: die juristische Person öffentlichen Rechts oder die Person privaten Rechts, die für die Bewirtschaftung des Wasserlaufes oder der Wasserfläche verantwortlich ist;
- 14° Minister: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 2 - Die Stoffe, die infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und Bflächen entnommen werden, werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Artikels bewirtschaftet.

Art. 3 - Bevor Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten an einem Wasserlauf oder an seinen Nebenbauwerken vorgenommen werden, lässt der Bewirtschafter:

- 1° durch ein gemäß Artikel 40 des Dekrets anerkanntes Labor eine Probe der zu entnehmenden Stoffe nehmen und eine Analyse davon vornehmen gemäß den Bestimmungen der Anlage 1;
- 2° dem technischen Beamten eine Akte zukommen, in der die nachstehenden Elemente enthalten sind:
 - a) ein Lageplan (Maßstab 1/10.000) der Abschnitte der Wasserläufe, an denen Arbeiten vorgesehen sind;
 - b) die Planung der vorzunehmenden Arbeiten;
 - c) der Plan der Probeentnahme und die Ergebnisse der unter 1° erwähnten Analyse;
 - d) der unter Punkt 2.2. der Anlage 1 erwähnte Bericht;
 - e) seine Schlussfolgerungen bezüglich der Kategorie, zu der die zu entnehmenden Stoffe gehören;
 - f) die für die zu entnehmenden Stoffe vorgesehene(n) Bestimmung(en).

Nur in den Fällen, in denen Artikel 4 § 2 des vorliegenden Erlasses keine Anwendung findet, muss der Bewirtschafter die im vorherigen Absatz erwähnten Verpflichtungen beachten.

Art. 4 - § 1. Mit Ausnahme der exogenen Abfälle werden die infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und Bfläichen oder ihren Nebenbauwerken entnommenen Stoffe aufgrund der in der Anlage 1 erwähnten Kriterien in zwei A und B genannte Kategorien eingestuft.

Jeder Stoff, bei dem eine Überschreitung der in der Anlage 1 festgesetzten Normwerte festgestellt wird, die ausschließlich dem natürlichen geochemischen Bestand des ganzen Abflussgebiets oder eines Teils davon zuzuschreiben ist, wird aber in die Kategorie A eingestuft.

§ 2. Die dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserflächen und Bläufe entnommenen Stoffe unterliegen nicht den Bestimmungen der Anlage 1 und werden von Amts wegen als Stoffe der Kategorie A betrachtet, wenn keine direkte oder indirekte Einleitung von Abwasser aus Anlagen, die zu den in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sektoren gehören, direkt am Ort, wo die Arbeiten vorgesehen sind, oder flussaufwärts stattfindet.

Die für die Anwendung des vorherigen Absatzes zu berücksichtigende Grenze des Oberwassers ist gegebenenfalls der am nächsten gelegene Punkt, wo eine vorherige Analyse bewiesen hat, dass die Stoffe der Kategorie A angehören, dies soweit keine Einleitung von Abwasser aus den in der Anlage 2 erwähnten Sektoren nach dieser Analyse stattgefunden hat.

Art. 5 - Die Beseitigung der in Artikel 4 erwähnten Stoffe ist ausschließlich unter Einhaltung der nachstehenden Bewirtschaftungsverfahren erlaubt:

1° die in die Kategorie A eingestuften Stoffe werden:

- a) entweder gemäß den in Anwendung von Artikel 3 des Dekrets gefassten Bestimmungen verwendet;
- b) oder in eine Zusammenstellungsanlage zwecks späterer Verwendung, Verwertung oder Beseitigung gebracht;
- c) oder auch in einem technischen Vergrabungszentrum beseitigt.

Die in die Kategorie A eingestuften Stoffe, die einer Wasserfläche oder einem nicht-schiffbaren Wasserlauf entnommen werden, können trotzdem gemäß Kapitel IV des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht-schiffbaren Wasserläufe bewirtschaftet werden.

Die in die Kategorie A eingestuften Stoffe können ungeachtet der Überschreitungen der Normen, die ausschließlich dem natürlichen geochemischen Bestand zuzuschreiben sind, nur in dem Gebiet, das den gleichen natürlichen geochemischen Bestand aufweist, verwertet werden, wenn die Verwertung das Aufbringen auf dem oder das Einbringen in den Boden voraussetzt.

Die in die Kategorie B eingestuften Stoffe werden:

- a) entweder in eine Vorbehandlungsanlage gebracht um dort im Hinblick auf ihre Anpassung an die Kriterien, die ihre Einstufung in die Kategorie A ermöglichen, behandelt zu werden;
- b) oder in eine Zusammenstellungsanlage zwecks späterer Verwendung oder Beseitigung gebracht;
- c) oder auch in einem technischen Vergrabungszentrum für dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und Bflächen entnommene Stoffe, so wie in Artikel 20 § 2, Absatz 3 des Dekrets erwähnt, beseitigt.

3° die exogenen Abfälle, die bei Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten gesammelt werden, werden gemäß dem Dekret und seinen Durchführungserlassen bewirtschaftet.

Die bei der Instandhaltung der Gewitterauffangbecken gesammelten Abfälle werden, mit Ausnahme der exogenen Abfälle, wie die in Artikel 4 § 2 erwähnten Stoffe bewirtschaftet.»

Art. 2 - Dem Artikel 7 desselben Erlasses werden ein zweiter und ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut beigefügt:

« Der Bewirtschafter der in Artikel 4 und in Artikel 5, Absatz 1, 2° erwähnten Wasserläufe, Wasserflächen und Abfälle kann beliebig die durch das Ministerium der Wallonischen Region oder durch das Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen betriebenen Anlagen benutzen, dies gegen Entgelt und Abschluss einer Vereinbarung, die insbesondere die Modalitäten für den Zugang zur Anlage und für die Kontrolle der Konformität der zulässigen Stoffe festsetzt.

Das im vorherigen Absatz erwähnte Entgelt kann die tatsächlichen Bewirtschaftungskosten der berücksichtigten Anlage nicht überschreiten. Das 'Office' kann diesbezüglich vom Betreiber jegliche Information oder jegliches beweiskräftige Dokument anfordern.»

Art. 3 - Dem Artikel 8 desselben Erlasses wird ein zweiter Absatz mit dem folgenden Wortlaut hinzugefügt:

« Die Dauer, für welche die Genehmigung gewährt wird, kann zwanzig Jahre nicht überschreiten, unbeschadet der Erneuerung der Genehmigung.»

Art. 4 - Der Artikel 9 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 5 - Der Artikel 10 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 6 - Der Artikel 11 desselben Erlasses wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

« Falls einem Zusammenstellungszentrum die Genehmigung erteilt wird, einerseits in die Kategorie A eingestufte Stoffe und andererseits in die Kategorie B eingestufte Stoffe aufzunehmen, werden die Lagerstätten dieser beiden Stoffkategorien physisch abgetrennt.»

Art. 7 - Die Artikel 12 bis 14 desselben Erlasses werden durch die nachstehenden Bestimmungen ersetzt:

« Art. 12 - Die Artikel 14 Absatz 2, 14/3, 14/10, 14/11 und 14/12 sind auf die Anlagen zur Zusammenstellung von Stoffen der Kategorie A nicht anwendbar.

Nach Zustimmung des «Office» kann die zuständige Behörde von den Artikeln 14/2, 14/5 bis 14/8, 14/13, 14/15, 14/18 Absatz 2 und 14/20 abweichen.

Art. 13 - Vier durch einen vereidigten Landmesserexperten gemäß den 3 LAMBERT Koordinatenachsen angebrachte Markzeichen, die den Boden um mindestens 20 Zentimeter überragen und einen Querschnitt von 15x15 cm aufweisen, werden auf dem Gelände angebracht, so dass eine topographische Aufnahme mittels Luftphotogrammetrie ermöglicht wird. Diese Koordinaten werden in Breite-Länge Koordinaten übertragen.

Das Protokoll bezüglich der Positionierung dieser Markzeichen wird dem «Office» und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt.

Der Betreiber darf die Position dieser Markzeichen nicht ändern, ohne davor den technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Beamten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zu informieren.

Art. 14 - Die Einrichtung der Zusammenstellungsanlage und jeder ihrer Lagerstätten wird so durchgeführt, dass die Gefahr einer Verseuchung des entnommenen bzw. entnehmbaren Grundwassers so weit wie möglich reduziert wird.

Der Boden und die Seiten der Lagerstätten werden mittels eines Dichtigkeitskomplexes abgedichtet, der mit einer Vorrichtung zur wirksamen Dränage des Wassers, das mit den Stoffen in Kontakt gekommen ist, ergänzt wird.

Art. 14/1 - Die Ableitung der versickerten Flüssigkeiten und des mit den Stoffen in Kontakt gekommenen Wassers erfolgt unter Beachtung der in der Ableitungsgenehmigung angegebenen Normen.

Falls es nötig ist, wird eine Behandlung dieses Wassers vorgenommen.

Art. 14/2 - Ein System von peripherischen Dränleitungen, die nach und nach um jede Lagerstätte angebracht werden, sammelt das Wasser, das aus dem Zusammenstellungszentrum oder aus den leeren Lagerstätten herausfließt, so dass ihre Verseuchung durch Kontakt mit den Stoffen vermieden wird. Dieses Sammlungssystem darf auf keinen Fall die Dränage der angrenzenden Parzellen durcheinanderbringen. Es wird regelmäßig ausgeschlammmt und gereinigt, so dass seine Wirksamkeit zu keiner Zeit beeinträchtigt werden kann. Das dabei gesammelte Wasser wird außerhalb des Geländes abgeführt.

Art. 14/3 - Gegebenenfalls werden piezometrische Schächte, die das Grundwasser erreichen, falls es vorhanden ist, in genügender Anzahl um die Anlage gebohrt um die Entnahme von Grundwasserproben zu ermöglichen.

Die piezometrischen Schächte werden verschlossen. Die Schlüssel werden innerhalb der Anlage aufbewahrt und dem «Office» und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt.

Art. 14/4 - Das Zusammenstellungszentrum ist nur für befugte Personen zugänglich. Zu diesem Zweck wird der Zugang durch Unbefugte im ganzen Umkreis und nicht nur auf dem in Betrieb stehenden Gebiet erschwert. In Ermangelung eines durch den technischen Beamten als genügend betrachteten natürlichen Hindernisses wird das Gelände mit einem mindestens 2 Meter hohen Zaun, über welchem ein Stacheldraht läuft, umgeben.

Die Ein- und Ausfahrten des Geländes werden mit Toren versehen, die den Zugang außerhalb der Öffnungszeiten des Zusammenstellungszentrums verbieten. Diese Tore werden nur während der Anwesenheit des Betreibers oder seines Vertreters offengehalten.

Art 14/5 - Die Innenwege werden so angelegt, dass die Räder der Fahrzeuge beim Verlassen der Anlage frei von Schlamm und Abfällen sind.

Verkehrsschilder werden am Rande der Innenwege aufgestellt um die in die Anlage einfahrenden Fahrzeuge zu den Abladestellen und die ausfahrenden Fahrzeuge zur Ausfahrt zu leiten.

Art. 14/6 - Die Zusammenstellungsanlage verfügt über an ihre Größe angepasste Maschinen.

Die Planierung der Stoffe, die Zwischenabdeckschicht, die mit der Betreibung verbundenen Erdarbeiten und die Instandsetzung der etwaigen Gräben werden mittels einer geeigneten Maschine durchgeführt.

Art. 14/7 - Die Zusammenstellungsanlage verfügt über einen Dienst- und Kontrollkomplex in unmittelbarer Nähe ihrer Einfahrt.

Dieser Komplex wird mit Wasser-, Strom- und Telefonanschlüssen ausgerüstet und enthält mindestens ein Gebäude, in welchem ein Büro, ein Speiseraum und eine Sanitärausrüstung mit einer Dusche für das Personal Platz finden.

Art. 14/8 - In der Nähe der Einfahrt befindet sich mindestens eine geeichte Brückenwaage, die mit einem automatischen Registriersystem oder mit jeglicher gleichwertigen Vorrichtung versehen ist.

Die Brückenwaage und die Eichung werden gemäß der geltenden Gesetzgebung kontrolliert. Die Einrichtung der Örtlichkeiten wird so ausgeführt, dass die ein- bzw. ausfahrenden Fahrzeuge unbedingt über die Brückenwaage oder über die sie ersetzende Vorrichtung, die während der Öffnungszeiten in kontinuierlichem Betriebszustand gehalten wird, fahren müssen.

Art. 14/9 - An der Einfahrt der Zusammenstellungsanlage wird ein Schild mit einer Fläche von mindestens 1 m² angebracht, auf welchem auf klare, lesbare und dauerhafte Weise wenigstens die folgenden Angaben stehen:

- 1° die Angabe « Zutritt verboten » in 10 Zentimeter hohen Großbuchstaben;
- 2° die Bezeichnung und die Adresse der Anlage;
- 3° die Anschrift und die Telefonnummer des Betreibers oder seines Stellvertreters;
- 4° die Anschrift und die Telefonnummer des mit der Überwachung beauftragten Beamten;
- 5° die gewöhnlichen Öffnungszeiten für die Annahme der Stoffe;
- 6° die Angabe der Telefonnummer der anzurufenden Dienststelle im Falle eines Brandes oder eines Unfalls;
- 7° die Angabe des Typs der erlaubten Stoffe.

Art. 14/10 - § 1. Vor der Inbetriebsetzung der Anlage und anschließend zweimal im Jahr werden kraft des Artikels 19 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser in Anwesenheit des Betreibers und des mit der Überwachung beauftragten Beamten durch ein zugelassenes Labor Wasserproben aus den in Artikel 15 erwähnten piezometrischen Schächten entnommen.

Die Probeentnahmen werden mindestens ein Jahr lang nach dem völligen Abtransport der Stoffe fortgesetzt.

§ 2. Vor der Entnahme jeder Probe findet ein Abpumpen des Grundwassers mit einem genügenden Abfluss und während mindestens einer Stunde statt, durch das eine Stabilisierung der gemessenen Leitfähigkeit erreicht werden kann.

§ 3. Die entnommenen Proben werden durch das in § 1 erwähnte zugelassene Labor analysiert.

Die durch das zugelassene Labor durchgeführten Analysen betreffen die nachstehenden Punkte: Wasserspiegellhöhe, Temperatur in situ, Leitfähigkeit in situ, TOC, As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- und apolare Kohlenwasserstoffe. Außerdem nimmt das zugelassene Labor eine qualitative Auswertung der anwesenden organischen Verbindungen mit Hilfe eines mit einem Massenspektrometer oder einem vergleichbaren Gerät gekoppelten Gaschromatographen vor.

§ 4. Die Entnahme- und Analysentechnik wird so konzipiert, dass Absonderungserscheinungen von Schadstoffen im Grundwasser berücksichtigt werden können.

§ 5. Die Genehmigung kann einen Mechanismus zur fortschreitenden Reduzierung der in §§ 1 bis 3 erwähnten Verpflichtungen vorsehen.

Art. 14/11 - Einmal im Jahr ab der Inbetriebsetzung der Anlage werden die unmittelbar oberhalb der Kläranlage befindlichen versickerten Flüssigkeiten kraft des Artikels 19 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser durch ein zugelassenes Labor analysiert.

Die durch das zugelassene Labor vorgenommenen Analysen betreffen die nachstehenden Parameter:

Temperatur in situ, pH in situ, Leitfähigkeit in situ, TOC, As, Cd, Cr, CU, CO, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- und apolare Kohlenwasserstoffe.

Art. 14/12 - Die Daten und Uhrzeiten der Entnahmen werden mindestens fünf Arbeitstage im Voraus den nachstehenden Beamten bzw. Behörden durch den Betreiber per Fax mitgeteilt:

- 1° dem technischen Beamten;
- 2° dem mit der Überwachung beauftragten Beamten;
- 3° dem Beamten, der die Direktion der Untergrundgewässer der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt leitet;
- 4° den Gemeindebehörden, auf deren Gebiet die Anlage steht.

Die Ergebnisse werden spätestens vierzig Tage nach den Entnahmen den in Absatz 1 erwähnten Personen durch den Betreiber mitgeteilt.

Die Analysen werden bis zum Ende des Zeitraums, der auf die Stilllegung des Geländes folgt und während dessen der Betreiber weiter verpflichtet ist die Überwachung und die Kontrolle über die Anlage zu gewährleisten, fortgesetzt.

Dieser Zeitraum erstreckt sich über mindestens drei Jahre.

Art. 14/13 - Während der Abladezeiten befinden sich mindestens zwei Personen auf dem Gelände der Anlage um die verwaltungsmäßigen Formalitäten, die Kontrolle der Konformität der Stoffe, die Führung der Lastwagenfahrer und das Fahren der Maschinen zu gewährleisten.

Art. 14/14 - Der Betreiber führt ein Eingangsregister.

Dieses Register besteht aus einem gebundenen Buch, dessen Seiten durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten in Serien von 200 Seiten kontinuierlich nummeriert, abgezeichnet und datiert werden.

Darin hält der Betreiber Tag für Tag die nachstehenden Angaben fest:

- 1° die Anzahl der Frachtbriefe mit Angabe der Ablehnungen. Die Frachtbriefe stellen Anlagen zum Register dar;
- 2° die durch die in der Genehmigungsurkunde vorgeschriebenen Messinstrumente registrierten Messungen;
- 3° die Angabe von jedem ungewöhnlichen und/oder den Umweltschutz eventuell beeinträchtigenden Vorkommnis.

Die Protokolle bezüglich der vorgeschriebenen Analysen und Kontrollen werden dem Register beigefügt.

Der Betreiber ist verpflichtet die in der Anlage erwähnten Frachtbriefe in seinem Register während eines Zeitraums von fünf Jahren nach ihrem Aufsetzen aufzubewahren.

Art. 14/15 - Außer im Falle eines außerordentlichen Abladens ist jedes Fahrzeug, das Stoffe in die Zusammenstellungsanlage bringt, mit einem Frachtbrief versehen.

Im Falle eines außerordentlichen Abladens wird ein Frachtbrief beim Einfahren in die Zusammenstellungsanlage ausgefüllt.

Zum Zeitpunkt des Abladens werden die folgenden Angaben mittels eines EDV-Systems auf den Frachtbrief vermerkt:

- 1° das Gewicht, das Volumen, das Leergewicht, die Herkunft und gegebenenfalls die Nummer des Abwiegescheins;
- 2° die Unterschrift des Lastwagenfahrers und seine Ausweisnummer;
- 3° der Name und die Unterschrift der Person, die durch den Betreiber beauftragt ist die Konformität der Stoffe zu prüfen;

- 4° die Identifizierung des Betreibers;
- 5° das Datum und die Uhrzeit des Abladens;
- 6° eine dem Bewirtschaftungsplan entsprechende kodierte Angabe, die die Abladestelle bezeichnet;
- 7° gegebenenfalls, die Gründe für die Ablehnung der Stoffe und die Angabe « Ablehnung ».

Eine Ausfertigung des Dokuments wird im Büro der Zusammenstellungsanlage aufbewahrt und dem in Artikel 14/14 beigefügt; die anderen Ausfertigungen werden dem Lastwagenfahrer übergeben.

Art. 14/16 - Die Dauer der Lagerung der Stoffe in der Zusammenstellungsanlage darf drei Jahre nicht überschreiten.

Art. 14/17 - Der Betreiber führt ein Ausgangsregister.

Dieses Register besteht aus einem gebundenen Buch, dessen Seiten durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten in Serien von 200 Seiten kontinuierlich nummeriert, abgezeichnet und datiert werden.

Darin hält der Betreiber Tag für Tag die nachstehenden Angaben fest:

- 1° das Gewicht und das Volumen der abgeführten Stoffe;
- 2° die anfängliche Herkunft der Stoffe;
- 3° die Endbestimmung der Letzteren.

Art. 14/18 - Der Trockengehalt der Stoffe darf nicht unter 10 % liegen.

Die Stoffe werden innerhalb der kürzesten Frist auf die Lagerungsstätten abgeladen und planiert.

Art. 14/19 - Wenn die Stoffe lästige Gerüche freisetzen, kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte folgende Maßnahmen verlangen:

- 1° das Abdecken der Stoffe mit einer Zwischenabdeckschicht oder mit Spezialprodukten.
- 2° das Installieren einer Einrichtung zur Reduzierung oder zum Aufsaugen der Gerüche mit Hilfe von Produkten und Techniken, deren Unschädlichkeit und Wirksamkeit durch den Betreiber bewiesen werden müssen.

Die Senkungen, Risse, Spalten oder Stellen, wo die Abfälle in einer etwaigen Zwischenabdeckschicht erscheinen, werden sofort bei ihrer Feststellung aufgefüllt.

Art. 14/20 - Innerhalb von sechzig Tagen nach der Zustellung der Genehmigung übermittelt der Betreiber dem « Office » einen der Genehmigungsurkunde entsprechenden Bewirtschaftungsplan in drei Ausfertigungen.

Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

- 1° die Reihenfolge - nach Zeit und Raum - des Auffüllens und des Abtransports der Stoffe von jeder Lagerungsstätte;
- 2° die Dicke der Schicht der Stoffe vor deren Abtransport;
- 3° den Wasserbewirtschaftungsplan mit Angabe des Schemas, der Organisation und der Ausführung der diesbezüglichen Maßnahmen.

Nachdem er durch das 'Office' innerhalb einer dreißigtägigen Frist mit einem Sichtvermerk versehen worden ist, wird der Bewirtschaftungsplan dem Betreiber zurückgeschickt. Der Betreiber ist verpflichtet ihn zu beachten und er führt ihn nach, je nach dem Voranschreiten der Arbeiten zum Auffüllen und Abtransport der Stoffe aus den Lagerungsstätten.

Der Plan ist jeder Zeit in der Anlage verfügbar und steht dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung.

Art. 14/21 - Innerhalb von drei Monaten vor dem endgültigen Ende der Bewirtschaftung der Zusammenstellungsanlage unterbreitet der Betreiber dem 'Office' ein Projekt in vierfacher Ausfertigung zur vollständigen Neugestaltung des Geländes einschließlich der pflanzlichen Neugestaltung.

Die Verwaltung nimmt die Änderungen, die sie für nötig hält, an dem Projekt vor und genehmigt es innerhalb von neunzig Tagen nach seinem Eingang.

Sie schreibt die Frist vor, innerhalb welcher die Instandsetzungsarbeiten ausgeführt werden müssen.»

Art. 8 - Der Artikel 16 desselben Erlasses wird durch die nachfolgende Bestimmung ersetzt:

« Der Antrag auf Genehmigung enthält folgende Angaben und Dokumente:

- 1° der genaue Gegenstand des Antrags, einschließlich der Beschreibung der betroffenen Stoffe und der Angabe der Nennleistungen des Zusammenstellungszentrums;
- 2° die Identität, der Wohnsitz, der Gesellschafts- und Verwaltungssitz des Antragstellers;
- 3° die Beweisstücke in Bezug auf die Art der Rechte des Antragstellers auf das Grundstück, die Gebäude und die Ausrüstung;
- 4° die Beschreibung des Geländes, für welches der Antrag eingereicht wird, mit:
 - der bzw. den Stoffkategorie(n), zu der bzw. denen das Gelände bestimmt ist;
 - einer technischen Beschreibung und einer Aufstellung der anzuwendenden Verfahren;
 - einer ausführlichen Studie, die die Bestimmung von jeder Gefahr einer Verseuchung des Bodens und des Oberflächen- und Grundwassers ermöglicht;
 - den ungefähren Mengen und den Bedingungen für die Lagerung der wiederzuverwendenden Stoffe;
 - einem Diagramm des Flusses der Stoffe, in dem insbesondere die vorhersehbare Herkunft der zusammengestellten Stoffe angegeben wird;

- einem Lageplan der Anlage im Maßstab 1/10.000;
- einem Auszug aus der Katasterheberolle für die Parzellen bzw. Parzellenteile, die sich im Umkreis von 100 Metern von den Parzellen befinden, auf denen das Zentrum liegt;
- einem Plan mindestens im Maßstab 1/200, auf dem die Anordnung der verschiedenen Einheiten der Anlage dargestellt wird;
- den Querprofilen;
- 5° die Maßnahmen zur Milderung der negativen Auswirkungen, die die Anlage auf die Umgebung in Bezug auf die Ableitungen in Luft und Wasser, den Lärm, die Schwingungen und den Straßenverkehr haben könnte;
- 6° die Maßnahmen für einen regelmäßigen Abtransport der Stoffe zu den Verwertungs- bzw. Beseitigungsanlagen;
- 7° die Sicherheitsvorkehrungen mit den zu treffenden Maßnahmen, damit die Verwertung der Stoffe gesichert ist, wenn die Anlage außer Betrieb ist;
- 8° die für die Inbetriebsetzung vorgesehene Frist;
- 9° die Identität und die Qualifikationen der Personen, die der Antragsteller bezeichnet, um die Einhaltung der Rechtsvorschriften in Sachen Umwelt und der durch die Genehmigung vorgesehenen Bewirtschaftungsbedingungen sicherzustellen;
- 10° die Betriebszeiten der Anlage;
- 11° die gewöhnlichen Strecken, über welche die Stoffe zur Anlage und ab der Anlage befördert werden;
- 12° die Kopie der Versicherungsverträge zur Deckung der Haftpflicht in Bezug auf die Anlage, es sei denn, der Antrag stamme vom Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen oder vom Ministerium der Wallonischen Region;
- 13° die auf der Grundlage des Artikels 14 Absatz 2 beantragten Abweichungen, sowie die Begründung für ihre Beantragung;
- 14° ein Bestandsverzeichnis der Akte.»

Art. 9 - In den Artikel 6, 8, 17 und 23 desselben Erlasses wird das Wort 'Zentrum' durch das Wort « Anlage » ersetzt.

Art. 10 - In der Überschrift des Kapitels III desselben Erlasses sowie in den Artikeln 18, 19 § 1, Absatz 1, 20, 21, 22 und 24 wird das Wort « Deponie » durch die Wörter « technisches Vergrabungszentrum » ersetzt.

Art. 11 - Der Artikel 25 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 26 desselben Erlasses werden die Wörter « Zulassung » und « vom 5. Juli 1985 über die Abfälle », gestrichen.

Art. 12 - Der Artikel 28 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Gelände, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zur Bewirtschaftung von infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten aus schiffbaren Wasserläufen entnommenen Stoffen dienen, können als Zusammenstellungsanlage weiter bewirtschaftet werden, soweit der Betreiber innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beim Ständigen Ausschuss einen Antrag auf Normalisierung einreicht.

Außer den gemäß Artikel 16 erforderlichen relevanten Dokumenten enthält der Antrag je nach dem Fall:

- 1° die Restdauer der geplanten Bewirtschaftung;
- 2° die empfohlenen Maßnahmen zur Wiederinstandsetzung des Geländes, und im Allgemeinen alle geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von negativen Auswirkungen für den Boden, die Tier- und Pflanzenwelt, die Luft und die Gewässer, sowie für die Umwelt und die Gesundheit der Menschen;
- 3° die gemäß Artikel 14 beantragten Abweichungen von den Bewirtschaftungsbedingungen, die wegen der Besonderheiten des Geländes nicht erfüllt werden könnten.

Der technische Beamte kontrolliert, ob der Antrag vollständig ist, und teilt dem Antragsteller seine Entscheidung über die Zulässigkeit der Akte mit.

Auf der Grundlage eines Berichts des technischen Beamten und innerhalb von einhundertfünfundsiebzig Tagen ab der Zustellung der im vorherigen Absatz erwähnten Entscheidung, die den Antrag für zulässig erklärt, trifft der Ständige Ausschuss eine Entscheidung und setzt die Frist fest, innerhalb welcher den vorgeschriebenen Verpflichtungen nachgekommen werden muss. Diese Frist darf zwei Jahre ab der Entscheidung nicht übertreffen.»

Art. 13 - Die Anlage zu demselben Erlass wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

« ANLAGE 1

Normen für die Probeentnahme und die Analyse und Verfahren für die Klassifizierung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten dem Bett, den Ufern und Nebenbauwerken der Wasserläufe und Bflächen entnommen werden

1. Allgemeine Prinzipien

Um die Stoffe in die Kategorien A und B einzustufen, werden das Verfahren und die Parameter, die in der vorliegenden Anlage vorgesehen sind, verwendet.

Wenn die Merkmale der Stoffe aus einem Gebiet, wo Arbeiten ausgeführt werden müssen, schon bei vorherigen Arbeiten gemäß der vorliegenden Anlage bestimmt worden sind, kann der technische Beamte ein vereinfachtes Verfahren für die Probeentnahme genehmigen.

2. Probeentnahme

2.1. Anzahl der repräsentativen Probemuster

Die Mindestanzahl der zu entnehmenden repräsentativen Probemuster wird im Verhältnis zum Volumen des durch Ausschlämmen oder Ausbaggern zu entnehmenden Stoffes in folgender Tabelle festgelegt:

Tabelle 1: Mindestanzahl der zu entnehmenden repräsentativen Probemuster je nach dem zu entnehmenden Volumen

Volumen in m ³	Anzahl der repräsentativen Muster
unter 25.000 m ³	Mindestens 1 Muster, plus ein Muster pro 5.000 m ³
über 25.000 m ³	Mindestens 3 Muster, plus 1 Muster pro 10.000 m ³

Die Gebiete, wo Proben entnommen werden, werden genau bestimmt um die gesamte Flächengröße und die gesamte Dicke der Schicht des aus der Wasserfläche oder aus dem Abschnitt des Wasserlaufs zu entnehmenden Stoffes zu berücksichtigen. Um eine gute Repräsentativität der Muster zu sichern, sollte man bei der Bestimmung des Gebiets und der entsprechenden Entnahmestellen die folgenden Elemente integrieren:

- das Bestehen von Wassergewinnungsgebieten;
- die im Gebiet bestehenden Abflussbedingungen;
- die schwachen bzw. konzentrierten, direkten bzw. indirekten Zuflüsse, die durch das Niederschlagswasser oder die Abwässer verursacht werden, was auch immer ihre Herkunft oder ihre Natur ist;
- alle bei vorherigen Charakterisierungen gesammelten Informationen.

2.2. Entnahme der Probe

Die Probe, die für ein Entnahmegebiet repräsentativ ist, ist das Ergebnis der gewichteten Vermischung von mindestens 4 einzelnen Probemustern, die aus der gesamten Dicke der zu entfernenden Stoffe entnommen worden sind, dies an vier für die Gesamtheit des Gebiets repräsentativen Stellen.

Jede einzelne Probe wird registriert und ist Gegenstand einer makroskopischen Beschreibung, die u.a. die folgenden Punkte angibt:

- die Farbe, den Geruch (Hydrogensulfid, Kohlenwasserstoffe, Y)
- die Textur und die Beschaffenheit des Stoffes;
- die Gleichmäßigkeit oder die Aufschichtung des Sediments;
- die Anwesenheit von größeren Elementen (Blöcke, Kieselsteine, Y)
- die Anwesenheit von charakteristischen Bestandteilen: lebende Organismen, frische oder in Verwesung befindliche Pflanzen, Muschelschalen, verschiedenartige Trümmer, Y

Der Bericht wird ebenfalls den Ort der Entnahme, die Tiefe und die Dicke jeder einzelnen Musterprobe angeben.

Das vollständige Volumen der repräsentativen Musterprobe wird von der Korngröße des Stoffes abhängen.

Sie wird mindestens 15 dm³ Feinstoffe (Korngröße kleiner als 2 mm) enthalten müssen.

Wenn die Merkmale des Sediments es ermöglichen, werden die Probeentnahmen mit Hilfe von senkrechten Probenahmegeräten unter Beachtung der Empfehlungen der Norm ISO-4364 (1977) bezüglich der Entnahme von Probenmaterialien aus Wasserlaufbetten durchgeführt.

In Anwesenheit von fest zusammenhängenden Sedimenten oder von größeren Elementen (Kieselsteine, Steine oder Blöcke) ist die Verwendung von einem Kernbohrer oder von einem Baggergreifer wünschenswert; in einem aus dem Wasser herausragenden Gebiet ist die Verwendung eines Erdbohrers erlaubt.

Wenn die Probeentnahme durch die Anwesenheit von größeren Elementen (Felsen, Blöcke, Kieselsteine, Y) erschwert wird, werden mit der Zustimmung des technischen Beamten Maßnahmen getroffen um bei der Probeentnahme die Entnahme der feinen Bodenelemente zu sichern.

2.3. Transport und Aufbewahrung

Die für die Aufbewahrung der Probemuster bestimmten Behälter müssen eine breite Öffnung aufweisen und eine leichte Handhabung möglich machen. Auf keinen Fall dürfen die verschiedenen Komponenten des Gemisches durch die Eigenart des Behälters verändert werden.

Der Behälter muss hermetisch geschlossen und unter Lichtabschluss an einem kühlen Ort (vorzugsweise bei 2 bis 4 °C) aufbewahrt werden. Die Analyse muss unbedingt innerhalb der kürzesten Frist nach der Entnahme beginnen.

3. Behandlung der rohen Musterprobe

Sofort bei ihrer Ankunft im Labor wird die entnommene Musterprobe gewogen, homogenisiert und in zwei gleiche, für die späteren analytischen Bestimmungen repräsentative und genügende Teile aufgeteilt.

Eine der Aliquoten wird für Analysen bestimmt, bei denen die Verwendung eines ungetrockneten rohen Stoffes notwendig ist. Die andere wird gewogen und anschließend in einen geeigneten Behälter gestellt, gegen die Dämpfe oder den Staub des Labors geschützt und in einem belüfteten, auf einer Maximaltemperatur von 60 °C eingestellten Wärmeschrank bis zum Erreichen einer gleichbleibenden Masse getrocknet.

Bei der Aufbewahrung jeder Aliquote soll jegliche Veränderung, die die späteren analytischen Bestimmungen beeinträchtigen könnte, sorgfältig vermieden werden.

Eine Musterprobe des getrockneten Stoffes wird während einer Periode von mindestens 6 Monaten aufbewahrt.

Unter allen Umständen müssen die analysierten Musterproben für den Abfall in der Bewirtschaftungskette repräsentativ sein.

4. Kontrollverfahren: Vorbereitung und Analysen

4.1. Vorbereitung

Eine Aliquote des getrockneten Stoffes wird in einem Porzellanmörser zermahlt, wobei die groben Elemente (Kieselsteine, Steine, Konkretionen, organische Teile, Y) mit diesem Stoff bleiben. Die dabei erhaltene Masse wird durch ein Sieb mit 2 mm Maschenweite gesiebt. Nur der durch das Sieb geflossene Stoff wird analysiert. Bestimmte chemische Analysen verlangen einen feineren Stoff, der durch ein Sieb mit 0,5 mm Maschenweite gesiebt wird; in diesem Fall wird eine geeignete Mühle verwendet.

4.2. Analyse

Danach bestimmt das Labor die folgenden Parameter und Dosierungen für die geeigneten Stoffbruchteile:

a) der Trockenstoff bei 105 °C +/- 2 °C, der Gehalt an organischen Stoffen, das pH und die elektrische Leitfähigkeit einer 1/10 Lösung bei 20 °C, der Gehalt an in Säure unlöslichen Stoffen, die im Sieb mit 2 mm Maschenweite zurückbleibenden Teile;

b) anorganische Elemente und Verbindungen: As, Cr, Cd, Co, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- gesamt.

c) organische Verbindungen: aliphatische Kohlenwasserstoffe (C10-C40), monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe, halogenierte Lösungsmittel, polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (P.A.H.'s nach Borneff), Polychlorbiphenyle (PCB's nach Ballschmieter) und Organochlorpestizide.

Die Dosierung dieser organischen Verbindungen wird nur dann ausgeführt, wenn ihre Anwesenheit durch eine mit einem Massenspektrometer gekoppelte gaschromatographische Abtastung nachgewiesen wird. (GC/MS).

Eine weitere Bestimmung von anorganischen Elementen oder Verbindungen oder von organischen Verbindungen kann durch den technischen Beamten je nach den besonderen örtlichen Bedingungen oder nach ihrer festgestellten Anwesenheit in der Wassersäule beantragt werden.

4.3. Auslegung

Die Klassifizierung der zu entnehmenden Stoffe wird wie folgt aufgestellt:

1° Wenn die Arbeiten das Entnehmen von weniger als 25.000 m³ Stoffe zum Zweck haben

a) Die zu entnehmenden Stoffe werden in die Kategorie A eingestuft, wenn die in den Tabellen 2 und 3 festgesetzten Normen für keine der in diesen Tabellen erwähnten Elemente oder Verbindungen nicht überschritten werden.

Tabelle 2: zulässige Höchstgehalte an anorganischen Elementen und Verbindungen

(in mg pro kg Trockenstoff)

As	Cd	Cr	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn	F-	CN-
50	6	200	150	25	1,5	75	250	1200	250	5

Tabelle 3: zulässige Höchstgehalte an organischen Verbindungen

(in mg pro kg Trockentoff)

Apolare Kohlenwasserstoffe	1500
Aliphatische Kohlenwasserstoffe	50
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (1)	10
Halogenierte Lösungsmittel (2)	1
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (P.A.H.'s nach Borneff) (3)	9
Polychlorbiphenyle (P.C.B.'s nach Ballschmieter) (4)	0,25
Organochlorpestizide gesamt (5)	0,25

(1) Benzol, Toluol, Äthylbenzol, m-Xylol, p-Xylol, o-Xylol, Styrol

(2) Methylenchlorid, Trans-1,2-Dichloräthylen, 1,1-Dichloräthan, Cis-1,2-Dichloräthylen, Chloroform, 1,1,1-Trichloräthan, 1,2-Dichloräthan, Tetrachlorkohlenstoff, 1,2-Dichlorpropan, Trichloräthylen, Bromdichlormethan, Cis-1,3-Dichlorpropylen, Trans-1,3-Dichlorpropylen, 1,1,2-Trichloräthan, Dibromchlormethan, Tetrachloräthylen, Chlorbenzol, Bromoform

(3) Unter P.A.H.'s versteht man die Suche nach den folgenden Verbindungen:

Acenaphtan, Acenaphthtylen, Anthrazen, Benzo(a)anthrazen, Dibenzo(a,h)anthrazen, Chrysen, Fluoranthren (*), Benzo(a)fluoranthren (*), Benzo(k)fluoranthren (*), Fluoren, Naphtalin, Phenanthren, Pyren, Benzo(a)pyren, Indeno- 1,2,3 (c,d)pyren (*) und Benzo(g,h,i)perylene(*)

Die Entscheidung betrifft die Summe der 6 Verbindungen nach Borneff (*).

(4) Unter P.C.B.'s versteht man die Summe der P.C.B. 28, 52, 101, 118, 138, 153 und 180.

(5) Unter Organochlorpestiziden versteht man die Summe der H.C.B., nämlich Hexachlorbenzol, Aldrin, Dieldrin, Endrin, Isodrin, Lindan, Heptachlorepoxyd, 4,4 DDE, 2,4 DDT und 4,4 DDT.

b) Wenn mindestens eins der Elemente oder eine der Verbindungen den in den Tabellen 4 und 5 festgesetzten Gehalt überschreitet, gehören die Stoffe dann zur Kategorie B.

Tabelle 4: Sicherheitsgehalte für die anorganischen Elemente und Verbindungen

(In mg pro kg Trockenstoff)

As	Cd	Cr	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn	F-	CN-
100	30	460	420	100	15	300	1500	2400	500	25

Tabelle 5: Sicherheitsgehalte für die organischen Verbindungen (in mg pro kg Trockenstoff)

Apolare Kohlenwasserstoffe	4500
Aliphatische Kohlenwasserstoffe (C 10 B C 40)	100
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	75
Halogenierte Lösungsmittel	5
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (P.A.H.'s nach Borneff)	45
Polychlorbiphenyle (P.C.B.'s nach Ballschmieter)	0,75
Organochlorpestizide gesamt	0,50

c) Wenn mindestens eins der Elemente oder eine der Verbindungen den in den Tabellen 2 und 3 festgesetzten Gehalte überschreitet, aber eine Konzentration aufweist, die unter dem in den Tabellen 4 und 5 bestimmten Sicherheitsgehalt bleibt, wird ein Elutionstest auf eine Aliquote von jeder der repräsentativen Probemustern vorgenommen, die aus der Wasserfläche oder aus dem Wasserlaufabschnitt stammen, wo die Arbeiten vorgesehen sind.

Elutionstest

Der Elutionstest hat zum Zweck eine qualitative Information über die Zusammensetzung des Sickerwassers und die Art der in Bewegung befindlichen und möglicherweise gefährlichen Stoffe zu geben.

Das Labor führt den Elutionstest gemäß der DIN 38414-S4 Methode, die durch das « Office wallon des déchets » (Wallonisches Amt für Abfälle) in der Anlage III des administrativen Rundbriefs vom 23.12.1992 ergänzt oder vereinfacht wird und so wie in dem Fall der festen oder pastenförmigen Musterproben beschrieben.

Drei auf einander folgende Elutionen werden für jede Aliquote vorgenommen und die festgestellten Ergebnisse werden am Ende jeder Elution addiert, außer für das pH und die Leitfähigkeit.

Die Eluate werden systematisch den folgenden Analysen unterzogen:

a) allgemeine Merkmale: pH, Leitfähigkeit;

b) anorganische Elemente und Verbindungen: As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN-.

Nur die organischen Verbindungen, deren in der Tabelle 3 bestimmter Höchstgehalt bei der vorherigen Analyse von jeder repräsentativen Musterprobe überschritten worden ist, werden Gegenstand einer analytischen Bestimmung der Eluate sein.

Die Massenkonzentration der versickerten Substanzen bezogen auf ein Kilo in der Musterprobe anwesenden Trockenstoff dient als Grundlage für eine neue Klassifizierung der Stoffe.

Im Fall der Schwermetalle soll ebenfalls der Versickerungsgrad angegeben werden, das heißt das Verhältnis in % des ausgelaugten Teils einer Substanz gegenüber dem Gesamtgehalt dieser Substanz im Trockenmuster.

Die zulässigen höchsten Massenkonzentrationen werden in der Tabelle 6 aufgelistet.

As gesamt	0,50
Cd	0,10
Co	0,50
Cr gesamt	0,50
CrVI	0,10
Cu	2,00
Hg	0,02
Ni	0,50
Pb	0,50
Zn	2,00
F-	20
CN-	0,10
Apolare Kohlenwasserstoffe	10
Aliphatische Kohlenwasserstoffe (C10-C40)	(**)
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe Einzel	0.0002
Halogenierte Lösungsmittel (einzeln)	0.0005
P.A.H.'s nach Borneff (einzeln)	0,002
P.C.B.'s nach Ballschmieter (einzeln)	0,002
Organochlorpestizide (einzeln)	0,002

(*) Diese Konzentrationen werden auf der Grundlage von in drei auf einander folgenden Eluaten in mg/l gemessenen Konzentrationen gerechnet.

(**) Quantifikationsgrenze mit der in der Tabelle 7 erwähnten analytischen Methode

Wenn für jede der aus den Aliquoten gewonnenen repräsentativen Musterproben die Massenkonzentration jedes Elements oder jeder Verbindung niedriger ist als die in der Tabelle 6 bestimmte zulässige höchste Massenkonzentration, gehört die Gesamtheit der aus der Wasserfläche oder aus dem Wasserlaufabschnitt, wo die Arbeiten vorgesehen sind, zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie A.

Wenn aber bei einer oder mehreren repräsentativen Musterproben mindestens ein Element oder eine Verbindung die zulässige höchste Massenkonzentration überschreitet, gehören die aus der bzw. den entsprechen Entnahmezonen(n) zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie B.

Die aus den Entnahmezonen zu entnehmenden Stoffe, deren repräsentative Musterproben den in der Tabelle 6 festgesetzten Normen genügen, können aber wie zur Kategorie A gehörende Stoffe behandelt werden, dies unter Vorbehalt einer mechanischen Absonderung.

2° Wenn die Arbeiten das Entnehmen von mehr als 25.000 m³ Stoffe zum Zweck haben

a) Wenn jede der repräsentativen Musterproben den in den Tabellen 2 und 3 festgesetzten Kriterien genügt, gehört die Gesamtheit der aus der Wasserfläche oder aus dem Wasserlaufabschnitt, wo die Arbeiten vorgesehen sind, zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie A.

b) Wenn eine oder mehrere repräsentative Musterproben bei mindestens einem der Elemente oder einer der Verbindungen die in den Tabellen 2 und 3 festgesetzten Gehalte überschreitet, und wenn dabei die Konzentrationen unter den durch die Tabellen 4 und 5 festgesetzten Sicherheitsgehalten bleiben, rechnet man ab der Gesamtheit der repräsentativen Muster das arithmetische Mittel des Gehalts an jedem dieser Elemente oder an jeder dieser Verbindungen und ihre Standardabweichung von dem Mittel.

b.1) Wenn die Summe des Mittels und der Standardabweichung des Gehalts an diesen Elementen oder Verbindungen niedriger ist als der in den Tabellen 2 und 3 festgesetzte Gehalt, gehört die Gesamtheit der zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie A.

b.2) Wenn die Summe des Mittels und der Standardabweichung des Gehalts an diesen Elementen oder Verbindungen höher ist als der in den Tabellen 4 und 5 festgesetzte Gehalt, gehört die Gesamtheit der zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie B.

b.3) Wenn diese Summe höher ist als der in den Tabellen 2 und 3 festgesetzte Gehalt und dabei niedriger ist als der in den Tabellen 4 und 5 festgesetzte Sicherheitsgehalt, wird auf einer Aliquote aus der bzw. den repräsentativen Musterprobe(n), die eine oder mehrere Überschreitungen der in den Tabellen 2 und 3 festgesetzten Gehalte aufwiesen, ein Elutionstest gemäß den Bestimmungen des vorherigen Punktes 1° vorgenommen.

Die Massenkonzentration der in Punkt b) erwähnten Elemente oder Verbindungen wird auf der Grundlage der Eluate bestimmt.

c.1) Wenn für jede der Aliquoten die Massenkonzentration dieser Elemente oder Verbindungen niedriger ist als die in der Tabelle 6 festgesetzte zulässige höchste Massenkonzentration, so gehört die Gesamtheit der zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie A.

c.2) Im entgegengesetzten Fall wird der Elutionstest auf der Gesamtheit der repräsentativen Musterproben vorgenommen und werden auf der Gesamtheit der Aliquoten das arithmetische Mittel der Massenkonzentration der Elemente oder Verbindungen, die ein Überschreiten der zulässigen höchsten Massenkonzentration aufwiesen, und ihre Standardabweichung von diesem Mittel gerechnet.

Wenn die Summe des Mittels und der Standardabweichung niedriger ist als die in der Tabelle 6 festgesetzte zulässige höchste Massenkonzentration, gehört die Gesamtheit der Stoffe zur Kategorie A. Im entgegengesetzten Fall gehört die Gesamtheit der zu entnehmenden Stoffe zur Kategorie B. Die Stoffe, die den Entnahmezonen entsprechen, aus denen die den in der Tabelle 6 genügenden Normen Aliquoten stammen, können jedoch als einzige wie der Kategorie A gehörende Stoffe behandelt werden, dies unter Vorbehalt einer mechanischen Absonderung.

5. Analytische Methoden

Tabelle 7: Empfohlene analytische Methoden

Parameter	Analyse der Sedimente	Analyse der Eluate
Mineralisierung durch Sauerfäulung von Schlamm, Sediment oder Boden	EPA 3050 B-3051-3052, ISO 38414 B S 17	EPA 3050B-3051-3052
PH	DIN 38414 Part 5 ISO/DIS 10390	DIN 38404 Part 5
As	EPA 7060-7061, ISO 11885	EPA 7060-7061 EN ISO 11989, ISO 11885
Cd	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Cr ges.	ISO 0174, ISO 11885	ISO 9174, ISO 11885
CR VI	ISO 11083	ISO 11083
Cu	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Co	EPA 7200-7201, ISO 8288, ISO 11885	EPA 7200-7201, ISO 8288, ISO 11885
Hg	ISO 5666/1, NBN EN 1483	ISO 5666/1, NBN EN 1483
Ni	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Pb	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Zn	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
F-	ISO 10359	ISO 10359
CN-	EPA 9010, ISO 6703-1	EPA 9010, ISO 6703-1

Parameter	Analyse der Sedimente	Analyse der Eluate
Apolare Kohlenwasserstoffe	ISO TR 11046 (Methode B)	ISO TR 11046 (Methode B) NVN 6678
Aliphatische Kohlenwasserstoffe (C10-C40)	ISO TR 11046 (angepasste Methode B)	ISO TR 11046 (angepasste Methode B)
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	EPA 602/8020	EPA 602/8020
Halogenierte Lösungsmittel	EPA 601/8010	EPA 601/8010
P.A.H.'s	EPA 610/8310, EPA 625/8270	EPA 610/8310, EPA 625/8270
P.C.B.'s	EPA 505, EPA 608/8080	EPA 505, EPA 608/8080
Organochlorpestizide	EPA 505, EPA 508, EPA 608/8080	EPA 505, EPA 508, EPA 608/8080

ANLAGE 2

Für die Anwendung des Artikels 4, § 2 Abs. 1. sind die aus den folgenden Sektoren stammenden Abwasserableitungen zu berücksichtigen:

1. Sektoren, die in den nachstehenden Königlichen Erlassen erwähnt werden, welche die sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung von Abwasser in die Oberflächengewässer und die öffentlichen Kanalisationen bestimmen.

Königlicher Erlass	Sektor
K.E. 29.12.88	Asbestzement
K.E. 02.08.85	Kohlenbergwerke und Aktivitäten zur Verwertung der Kohle
K.E. 02.10.85	Chlorindustrie
K.E. 03.02.85	Kokereianlagen
K.E. 04.08.86	Düngerherstellung
K.E. 12.09.85	Textilveredelung
K.E. 07.10.86	Hexachlorcyklohexan
K.E. 22.08.88	Chlorhaltige Kohlenwasserstoffe
K.E. 04.09.85	Graphische Industrie
K.E. 19.02.87	Pharmazeutische Industrie
K.E. 02.10.85	Labore
K.E. 11.07.89	Oberflächenbehandlung von Metallen
K.E. 27.11.85	Nichteisenmetalle
K.E. 28.06.89	Methylzellulose
K.E. 04.08.86	Reinigung von Fässern
K.E. 02.08.85	Reinigung von Fahrzeugen und Binnenschiffen
K.E. 08.07.87	PCB und PCT
K.E. 30.03.87	Petrochemie und davon abgeleitete organische Chemie
K.E. 03.02.88	Erdölraffinerien
K.E. 29.10.85	Eisen- und Stahlhütten
K.E. 03.02.88	Gerbereien, Weißgerbereien und Rauchwerke
K.E. 04.08.86	Lacke, Farben, Druckerfarben und Pigmente
K.E. 04.09.85	Viskose

2 Industriesektoren, deren Abwässer die folgenden im Sinne der Richtlinie 76/464/EWG und der Richtlinie 86/280/EWG and ihrer folgenden Abänderungen gefährlichen Stoffe enthalten, so wie in den Erlassen der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 erwähnt:

- DDT, Pentachlorophenol, Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrin
- Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichloräthan, Trichloräthylen, Perchloräthylen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien

Der Bewirtschafter kann die Informationen bezüglich der Genehmigungen für aus den in der vorliegenden Anlage erwähnten Sektoren stammende Ableitungen bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser, Direktion der Oberflächengewässer erhalten.»

Art. 14 - In Artikel 7, Absatz 3, 2° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wird der Wortlaut 'und von Anlagen zur Zusammenstellung von aus dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und Bflächen infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten entnommenen Stoffen» nach dem Wort « Deponien » hinzugefügt.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON
Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

N. 99 — 2943

[C - 99/27671]

10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden

De Waalse Regering,

Gelet op de richtlijn 75/442/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, gewijzigd bij de richtlijnen 91/156/EEG van 18 maart 1991 en 91/692/EEG van 23 december 1991, en bij de beslissing 96/350/EG van de Commissie van 24 mei 1996;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, bij het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof nr. 81/97 van 17 december 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat in het belang van de economische ontwikkeling van het Gewest zo spoedig mogelijk baggerwerken uitgevoerd moeten worden op sommige waterloopgedeelten (met name het gedeelte van het kanaal Charleroi-Brussel tussen het hellend vlak van Ronquières en het Vlaamse Gewest) waarvan het gewone onderhoud niet verzekerd kon worden op grond van sommige bepalingen van de geldende wetgeving;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk I van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en algemene beginselen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° afvalstof : afvalstof zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet;

3° exogene afvalstof : macroscopisch herkenbare vaste afvalstof zoals hinderlijke voorwerpen, hout, schroot, plastic;

4° waterlopen : bevaarbare en onbevaarbare stromen, rivieren, beken en kanalen, alsook havenwateren en toegangseulen;

5° onbevaarbare waterlopen : rivieren en beken die de Regering niet als bevaarbare waterwegen erkent;

6° watervlakken : natuurlijke of kunstmatige meren en vijvers;

7° bijbehorende kunstwerken : sloten, bermsloten, hevels, doorstroomopeningen en andere hydraulische kunstwerken die noodzakelijk zijn voor het beheer van waterlopen en -vlakken;

8° bagger- en ruimingswerken : werkzaamheden voor de verwijdering van stoffen, afzettingen of voorwerpen uit de bedding en de oevers van waterlopen en -vlakken;

9° installatie : elke installatie in de zin van artikel 2, 17°, van het decreet;

10° "Office" : "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

11° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;

12° met het toezicht belaste ambtenaar : de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming;

13° beheerder : publiekrechtelijke rechtspersoon of privaatrechtelijke persoon die instaat voor het beheer van de waterloop of het watervlak :

14° Minister : de Minister van Leefmilieu.

Art. 2. De stoffen die d.m.v. bagger- en ruimingswerken worden verwijderd uit de bedding, de oevers en de bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken, worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 3. Vooraleer bagger- en ruimingswerken uit te voeren in een waterloop of in de bijbehorende kunstwerken ervan, moet de beheerder :

1° een monsterneming en een analyse van de te verwijderen stoffen laten uitvoeren door een krachtens artikel 40 erkend laboratorium, overeenkomstig de bepalingen van bijlage I;

2° de technisch ambtenaar een dossier overmaken met :

a) een situatie op 1/10.000 van de waterloopgedeelten waar de werken uitgevoerd zullen worden;

b) de lijst van de uit te voeren werken;

c) het plan van de monsterneming en de resultaten van de analyse bedoeld in 1°;

d) het rapport bedoeld in punt 2.2. van bijlage I;

e) zijn conclusies betreffende de categorie waaronder de te verwijderen stoffen vallen;

f) de geplande wijze(n) van bestemming van de te verwijderen stoffen.

De beheerder moet de in het vorige lid bedoelde verplichtingen slechts nakomen in de gevallen waarin artikel 4, § 2, van dit besluit niet toegepast kan worden.

Art. 4. § 1. Behalve de exogene afvalstoffen, worden de stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken worden verwijderd uit de bedding, de oevers of de bijbehorende kunstwerken van waterlopen en Bvlakken op grond van de in bijlage I vermelde criteria in twee categorieën ingedeeld, met name « categorie A » en « categorie B ».

De stoffen waarvoor een overschrijding van de in bijlage I vermelde normen is vastgesteld die uitsluitend toe te schrijven is aan de natuurlijke geochemische bodem van het geheel of een gedeelte van het stroomgebied, vallen evenwel onder categorie A.

§ 2. De stoffen die uit de bedding, de oevers of de bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken worden verwijderd, vallen niet onder de bepalingen van bijlage I en worden ambtshalve bij categorie A ingedeeld als rechtstreeks of stroomopwaarts van de geplande werken niet rechtstreeks of onrechtstreeks afvalwater wordt geloosd uit installaties van de in bijlage II bij dit besluit bedoelde sectoren.

De grens van het voor de toepassing van het vorige lid in aanmerking te nemen stroomopwaarts liggende deel bevindt zich in voorkomend geval op het naaste punt waar een vorige analyse heeft aangetoond dat de stoffen onder categorie A vallen, voor zover na die analyse geen afvalwater uit de in bijlage II bedoelde sectoren is geloosd.

Art. 5. Het is verboden afstand te doen van de in artikel 4 bedoelde stoffen, tenzij ze op één van de volgende wijzen beheerd worden :

1° stoffen van categorie A worden :

a) hetzij gebruikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van het decreet;

b) hetzij afgevoerd naar een verzamelinstallatie met het oog op hun toekomstig gebruik, valorisatie of verwijdering;

c) hetzij ondergewerkt in een centrum voor technische ingraving.

De uit een onbevaarbaar watervlak of waterloop verwijderde stoffen van categorie A mogen echter beheerd worden overeenkomstig hoofdstuk IV van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen.

De stoffen die ondanks uitsluitend aan de natuurlijke geochemische bodem toe te schrijven normoverschrijdingen onder categorie A vallen, mogen slechts gevaloriseerd worden in een zone met dezelfde geochemische bodem als de valorisatie afzettingen aan of opnemingen in de bodem tot gevolg heeft;

2° stoffen van categorie B worden :

a) hetzij afgevoerd naar een voorbehandelingsinstallatie en daar behandeld om te voldoen aan de criteria op grond waarvan ze bij categorie A kunnen worden ingedeeld;

b) hetzij afgevoerd naar een verzamelinstallatie met het oog op hun latere valorisatie of verwijdering;

c) hetzij ondergewerkt in een centrum voor technische ingraving van stoffen die verwijderd worden uit de bedding en de oevers van waterlopen en -vlakken, zoals bedoeld in artikel 20, § 2, derde lid, van het decreet.

3° de exogene afvalstoffen verzameld na bagger- of ruimingswerken worden beheerd overeenkomstig het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De afvalstoffen die voortkomen uit het onderhoud van vergaarkommen worden beheerd zoals de in artikel 4, § 2, bedoelde stoffen, met uitzondering van exogene afvalstoffen. »

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden een tweede en een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De beheerder van de waterlopen en -vlakken en van de in artikel 4 en artikel 5, eerste lid, 2°, bedoelde afvalstoffen mag zonder onderscheid tegen betaling gebruik maken van de door het Ministerie van het Waalse Gewest of het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer geëxploiteerde verzamelinstallaties, voor zover een overeenkomst wordt aangegaan waarbij met name de toegang tot die installaties en het toezicht op de conformiteit van de toegelaten stoffen worden geregeld.

Het te betalen bedrag mag niet hoger zijn dan de werkelijke beheerskosten van de bedoelde installatie. De « Office » mag de exploitant verzoeken om elk gegeven of bewijsstuk terzake. »

Art. 3. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De termijn waarvoor de vergunning wordt verleend, mag niet langer zijn dan twintig jaar, onverminderd de verlenging van de vergunning. »

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Als een verzamelcentrum ertoe gemachtigd wordt zowel stoffen van categorie A als stoffen van categorie B op te vangen, worden de opslagplaatsen voor beide categorieën stoffen gescheiden. »

Art. 7. De artikelen 12 tot 14 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« Art. 12. De artikelen 14, tweede lid, 14/3, 14/10, 14/11 en 14/12 zijn niet toepasselijk op verzamelinstallaties voor stoffen van categorie A.

De bevoegde overheid kan op eensluidend advies van de « Office » afwijken van de artikelen 14/2, 14/5 tot 14/8, 14/13, 14/15, 14/18, tweede lid, en 14/20.

Art. 13. Een beëdigde landmeter-expert plaatst vier palen op de bedrijfsruimte volgens de drie assen van de LAMBERT-coördinaten zodat een topografische opmeting d.m.v. luchtfotogrammetrie kan worden uitgevoerd. Ze steken minimum 20 cm boven de grond uit en hebben een doorsnede van 15 x 15 cm. De coördinaten worden omgezet in breedte/lengte-coördinaten.

Het proces-verbaal betreffende de plaatsing van die palen wordt overgemaakt aan de « Office » en aan de met het toezicht belaste ambtenaar.

De exploitant mag de plaats van de palen niet wijzigen zonder de technisch ambtenaar en de met het toezicht belaste ambtenaar bij ter post aangetekende brief te verwittigen.

Art. 14. De verzamelinstallatie en elk van haar opslagruimten worden zodanig ingericht dat het gevaar voor besmetting van het gewonnen of te winnen grondwater tot een minimum wordt beperkt.

De bodem en de wanden van de opslagruimten worden waterdicht gemaakt d.m.v. een dichtheidscomplex en een systeem waardoor het water dat in contact met de stoffen is gekomen, op efficiënte wijze wordt afgevoerd.

Art. 14/1. Het percolatiewater en het water dat in contact met de stoffen is gekomen, worden geloosd met inachtneming van de in de lozingsvergunning vermelde normen.

Dat water wordt zo nodig behandeld.

Art. 14/2. Om besmetting door contact met de stoffen te voorkomen wordt elke opslagruimte voorzien van een systeem van geleidelijk aangelegde perifere draineerbuizen om het water op te vangen dat buiten het verzamelcentrum of buiten de lege opslagruimten vloeit. Dat systeem mag in geen geval de drainage van de naburige percelen verhinderen.

Het wordt regelmatig geruimd en gereinigd om efficiënt te blijven. Het op die wijze opgevangen water wordt buiten de bedrijfsruimte geloosd.

Art. 14/3. Om grondwatermonsters te kunnen nemen wordt in voorkomend geval rondom de installatie het nodige aantal piëzometrische putten gegraven zodat de waterlaag bereikt kan worden.

Deze putten worden van een slot voorzien. De sleutels worden in de installatie bewaard en ter beschikking gesteld van de « Office » en van de met het toezicht belaste ambtenaar.

Art. 14/4. Alleen gemachtigde personen hebben toegang tot het verzamelcentrum. Daartoe wordt de toegang bemoeilijkt op de hele perimeter en niet alleen op het geëxploiteerde gedeelte. Bij gebrek aan een natuurlijke hindernis die de technisch ambtenaar voldoende acht, wordt de bedrijfsruimte afgesloten met een omheining van ten minste twee meter hoog waarvan het bovengedeelte van prikkeldraad voorzien wordt.

De in- en uitgangen van de bedrijfsruimte worden voorzien van deuren om de toegang tot het verzamelcentrum te ontzeggen tijdens de sluitingsuren. Die deuren worden alleen opengehouden als de exploitant of zijn afgevaardigde aanwezig is.

Art. 14/5. De binnenwegen worden ingericht zodat de wielen van de voertuigen niet in contact komen met modder of afvalstoffen bij het verlaten van de installatie.

Langs de binnenwegen worden verkeersborden geplaatst voor de voertuigen die zich naar de lozingszones begeven of die de installatie verlaten.

Art. 14/6. De verzamelinstallatie beschikt over toestellen die aan haar afmetingen aangepast zijn.

Een geschikte machine egaliseert de stoffen, legt een tussenliggende deklaag aan, voert de grondwerken van de exploitatie uit en onderhoudt de eventuele greppels.

Art. 14/7. Vlakbij de ingang van de verzamelinstallatie bevindt zich een diensten- en controlecomplex.

Dat complex beschikt over water, elektriciteit en telefoon en over ten minste één lokaal om een kantoor, een eetzaal en sanitaire voorzieningen met douches voor het personeel in te richten.

Art. 14/8. Bij de ingang staat ten minste één geijkte weegbrug die voorzien is van een automatisch registreerapparaat of van een ander gelijkwaardig toestel. De weegbrug en de ijking worden gecontroleerd overeenkomstig de geldende wetgeving. De plaats is zodanig ingericht dat de in- en uitrijdende voertuigen verplicht over de weegbrug of het gelijkwaardige toestel moeten rijden. Deze laatste zijn voortdurend in werking tijdens de openingsuren.

Art. 14/9. Bij de ingang van de verzamelinstallatie staat een paneel van ten minste 1 m² oppervlakte waarop op zijn minst de volgende gegevens duidelijk voorkomen :

- 1° de melding « verboden ingang » in hoofdletters van 10 cm hoog;
- 2° de identificatie en het adres van de installatie;
- 3° het adres en het telefoonnummer van de exploitant of zijn afgevaardigde;
- 4° het adres en het telefoonnummer van de met het toezicht belaste ambtenaar;
- 5° de normale openingsuren voor de opvang van de stoffen;
- 6° het telefoonnummer van de in geval van brand of ongeval op te roepen dienst;
- 7° de toegelaten stoffen.

Art. 14/10. § 1. Een laboratorium, erkend overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, neemt vóór de inwerkingstelling van de installatie en daarna twee keer per jaar watermonsters in de in artikel 15 bedoelde piëzometrische putten. De monsters worden genomen in aanwezigheid van de met het toezicht belaste ambtenaar en de exploitant.

De monsternemingen worden voortgezet gedurende minimum één jaar na de gezamenlijke stoffenafvoer.

§ 2. Voor elke monsterneming wordt gedurende minimum één uur een voldoende hoeveelheid grondwater gepompt zodat het gemeten geleidingsvermogen gestabiliseerd kan worden.

§ 3. De monsters worden geanalyseerd door het erkende laboratorium bedoeld in § 1.

De door het erkende laboratorium uitgevoerde analyses betreffen de volgende parameters : statisch niveau, temperatuur in situ, pH in situ, geleidingsvermogen in situ, COT, As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- en apolaire koolwaterstoffen. Het erkende laboratorium zorgt bovendien voor de kwalitatieve evaluatie van de aanwezige organische verbindingen d.m.v. een gaschromatograaf die gekoppeld is aan een massaspectrometer of een gelijkwaardig toestel.

§ 4. De monsters worden genomen en geanalyseerd volgens een techniek die zodanig ontworpen is dat ze rekening houdt met de verschijnselen van segregatie van verontreinigende stoffen in de waterlaag.

§ 5. De vergunning kan voorzien in een mechanisme om de in §§ 1 tot 3 bedoelde verplichtingen geleidelijk te beperken.

Art. 14/11. Het percolatiewater stroomopwaarts van het zuiveringsstation wordt vanaf de inwerkingstelling van de installatie één keer per jaar geanalyseerd door een laboratorium dat erkend is overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water.

De door het erkende laboratorium uitgevoerde analyses betreffen de volgende parameters : temperatuur in situ, pH in situ, geleidingsvermogen in situ, COT, As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN- en apolaire koolwaterstoffen.

Art. 14/12. De data en uren waarop de monsters worden genomen, worden ten minste vijf werkdagen op voorhand door de exploitant per fax meegedeeld aan :

- 1° de technisch ambtenaar;
- 2° de met het toezicht belaste ambtenaar;
- 3° de leidend ambtenaar van de Directie Grondwater van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- 4° de overheid van de gemeente op het grondgebied waarvan de installatie gelegen is.

De resultaten worden uiterlijk veertig dagen na de monsternemingen door de exploitant meegedeeld aan de in het eerste lid bedoelde personen.

De analyses worden voortgezet tot het einde van de periode die op de afdanking van de bedrijfsruimte volgt en gedurende welke de installatie onder het toezicht en de controle van de exploitant moet blijven.

Deze periode duurt minimum drie jaar.

Art. 14/13. Tijdens de lostijden zijn ten minste twee personen in de installatie aanwezig om te zorgen voor de administratieve formaliteiten, om na te gaan of de stoffen conform zijn, om de vervoerders de weg te wijzen en de machines te besturen.

Art. 14/14. De exploitant houdt een register van de aankomsten.

Dat register is een ingebonden boek waarvan de bladzijden doorlopend genummerd zijn en per reeks van 200 bladzijden geparafeerd en gedateerd worden door de met het toezicht belaste ambtenaar.

De exploitant neemt er dagelijks de volgende gegevens in op :

1° het aantal vervoersdocumenten, met vermelding van de weigeringen. De documenten worden bij het register gevoegd;

2° de metingen uitgevoerd d.m.v. de in de vergunningsakte opgelegde meetinstrumenten;

3° elk ongewoon voorval en/of elk voorval waardoor de milieubescherming in het gedrang zou kunnen komen.

De protocollen betreffende de voorgeschreven analyses en controles worden bij het register gevoegd.

De exploitant moet de bij zijn register gevoegde documenten bewaren gedurende vijf jaar na de opstelling ervan.

Art. 14/15. Elk voertuig dat stoffen naar de verzamelinstallatie brengt, is voorzien van een vervoersdocument, behalve voor een buitengewone lossing.

In geval van buitengewone lossing wordt een vervoersdocument aan de ingang van de verzamelinstallatie ingevuld.

Bij de lossing worden de volgende gegevens via een computer op het vervoersdocument opgenomen :

- 1° het gewicht, het volume, de tarra, de herkomst en, in voorkomend geval, het nummer van de weegbon;
- 2° de handtekening van de vervoerder en het nummer van zijn identiteitskaart;
- 3° de naam en de handtekening van de persoon die de exploitant ermee belast heeft na te gaan of de stoffen conform zijn;
- 4° de identiteit van de exploitant;
- 5° de datum en het uur van de lossing;
- 6° een code betreffende het exploitatieplan, waarbij de losplaats wordt vermeld;
- 7° in voorkomend geval, de redenen waarom de stoffen niet aanvaard worden en de melding « geweigerd ».

Een exemplaar van het document wordt in het kantoor van de verzamelinstallatie bewaard en bij het in artikel 14/14 bedoelde register gevoegd; de andere exemplaren worden aan de vervoerder overhandigd.

Art. 14/16. De stoffen mogen niet langer dan drie jaar opgeslagen worden in de verzamelinstallatie.

Art. 14/17. De exploitant houdt een register van de uitgangen.

Dat register is een ingebonden boek waarvan de bladzijden doorlopend genummerd zijn en per reeks van 200 bladzijden geparafeerd en gedateerd worden door de met het toezicht belaste ambtenaar.

De exploitant neemt er dagelijks de volgende gegevens in op :

- 1° het gewicht en het volume van de afgevoerde stoffen;
- 2° de oorspronkelijke herkomst van de stoffen;
- 3° hun eindbestemming.

Art. 14/18. Het droogtegehalte van de stoffen mag niet lager zijn dan 10 %.

De stoffen worden in de opslagplaatsen geloosd en zo spoedig mogelijk geëffend.

Art. 14/19. Als de stoffen hinderlijke geuren ontwikkelen, kan de met het toezicht belaste ambtenaar de volgende verplichtingen opleggen :

- 1° de bedekking van de stoffen met een tussenliggende deklaag of met gespecialiseerde producten;
- 2° de inwerkingstelling van een systeem voor geurbeperving of Babsorptie d.m.v. producten en technieken waarvan de exploitant de onschadelijkheid en de efficiëntie moet bewijzen.

De verzakkingen, scheuren of spleten in een eventuele tussenliggende deklaag waardoor afvalstoffen weer zichtbaar worden, worden meteen opgevuld na vaststelling ervan.

Art. 14/20. De exploitant bezorgt de « Office » binnen zestig dagen na de kennisgeving van de vergunning drie exemplaren van een exploitatieplan dat voldoet aan de bepalingen van de vergunningsakte.

Dat plan bevat op zijn minst :

- 1° het bevel tot storting en tot verwijdering van de stoffen uit elke opslagplaats, met vermelding van datum en plaats;
- 2° de dikte van de laag stoffen vóór hun afvoer;
- 3° het plan voor het waterbeheer, met het schema, de organisatie en de uitvoering van de maatregelen terzake.

Het exploitatieplan wordt binnen dertig dagen door de « Office » geïviseerd en vervolgens naar de exploitant teruggestuurd. De exploitant moet zich naar het plan schikken en het bijhouden naar gelang de werkzaamheden i.v.m. de lozing of de afvoer van de stoffen vorderen.

Het plan wordt bewaard in de installatie en kan ingezien worden door de met het toezicht belaste ambtenaar.

Art. 14/21. Binnen drie maanden vóór de definitieve stopzetting van de exploitatie van de verzamelinstallatie bezorgt de exploitant de « Office » in vier exemplaren een project van globale herinrichting van de bedrijfsruimte, met inbegrip van de vegetatie.

Het bestuur brengt wijzigingen aan in het project daar waar het zulks noodzakelijk acht en keurt het goed binnen negentig dagen na ontvangst ervan.

Het bepaalt binnen welke termijn de herstelwerkzaamheden moeten worden uitgevoerd. »

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Bij de vergunningsaanvraag worden de volgende gegevens en documenten gevoegd :

- 1° het exacte voorwerp van de aanvraag, met inbegrip van de beschrijving van de betrokken stoffen en de nominale capaciteiten van het verzamelcentrum;
- 2° de identiteit, de woonplaats, de maatschappelijke en administratieve zetel van de aanvrager;
- 3° de bewijsstukken betreffende de aard van de rechten van de aanvrager op het terrein, de gebouwen en de uitrusting;
- 4° de beschrijving van de bedrijfsruimte waarvoor de vergunning aangevraagd wordt, met de volgende gegevens :
 - de categorie(ën) stoffen waarvoor de bedrijfsruimte bestemd is;
 - een technische beschrijving en een overzicht van de toe te passen procédés;
 - een uitvoerig onderzoek waarbij elk gevaar voor besmetting van de bodem en van het oppervlakte- en grondwater wordt vastgesteld;
 - de approximatieve hoeveelheden te hergebruiken stoffen en de voorwaarden waaronder ze opslagen worden;
 - een diagram van de stoffenstroom, met vermelding van de voorzienbare herkomst van de verzamelde stoffen;

- een situatie van de installatie op een schaal van 1/10.000;
- een uittreksel uit de kadastrale legger van de percelen of perceelgedeelten gelegen binnen een straal van 100 m rondom de percelen waarop het centrum gevestigd is;
- een plan op een schaal van minimum 1/200, met de schikking van de units van de installatie;
- de dwarsprofielen.
- 5° de maatregelen voor de beperking van de hinder die de buurt zou kunnen ondervinden inzake luchtverontreiniging, lozingen in het water, geluid, trillingen en wegverkeer;
- 6° de maatregelen voor de regelmatige afvoer van de stoffen naar valorisatie- of verwijderingsinstallaties;
- 7° de veiligheidsmaatregelen, met inbegrip van de maatregelen voor de valorisatie van de stoffen als de installatie buiten dienst is;
- 8° de voor de inwerkingstelling vastgelegde termijn;
- 9° de identiteit en de kwalificaties van de door de aanvrager aangewezen personen die zullen toezien op de inachtneming van de wetgeving inzake leefmilieu en van de in de vergunning bedoelde exploitatievoorwaarden;
- 10° de werkingstijden van de installatie;
- 11° de gebruikelijke routes voor het vervoer van de stoffen naar de installatie en na lossing;
- 12° een afschrift van de verzekeringspolissen die de burgerlijke aansprakelijkheid van de installatie dekken, behalve als de aanvraag uitgaat van het Waalse Ministerie van Uitrustingen en Vervoer of van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 13° de afwijkingen aangevraagd op grond van artikel 14, tweede lid, alsook de rechtvaardiging van de aanvraag;
- 14° een inventaris van het dossier. »

Art. 9. In de artikelen 6, 8, 17 en 23 van hetzelfde besluit wordt het woord « centrum » vervangen door het woord « installatie ».

Art. 10. In het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, alsook in de artikelen 18, 19, § 1, eerste lid, 20, 21, 22 en 24 wordt het woord « stortplaats » vervangen door de woorden « centrum voor technische ingraving ».

Art. 11. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden « - en erkennings » en « van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen » geschrapt.

Art. 13. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De exploitatie als verzamelinstallaties van de bedrijfsruimtes die vóór de inwerkingtreding van dit besluit gebruikt worden voor het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bevaarbare waterlopen worden verwijderd, mag alleen voortgezet worden als de exploitant binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag om regularisatie bij de bestendige deputatie indient.

Behalve de vereiste gegevens en documenten waarvan sprake in artikel 16, vermeldt de aanvraag al naar gelang het geval :

- 1° de resterende duur van de geplande exploitatie;
- 2° de voor het herstel van de bedrijfsruimte aanbevolen maatregelen en, in het algemeen, alle maatregelen tot beperking van de nadelige gevolgen voor de bodem, de flora, de fauna, de lucht of het water, alsook voor het leefmilieu en de gezondheid van de mens;
- 3° de krachtens artikel 14 aangevraagde afwijkingen van de exploitatievoorwaarden die wegens de bijzondere kenmerken van de bedrijfsruimte onuitvoerbaar zouden zijn.

De technisch ambtenaar gaat na of de aanvraag volledig is en betekent zijn beslissing m.b.t. de ontvankelijkheid van het dossier.

Op grond van het rapport van de technisch ambtenaar spreekt de bestendige deputatie zich uit binnen 185 dagen na de betekening van de in het vorige lid bedoelde beslissing waarbij de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, en bepaalt binnen welke termijn moet worden voldaan aan de opgelegde verplichtingen. Die termijn mag niet langer zijn dan twee jaar, te rekenen van de datum van de beslissing. »

Art. 14. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« BIJLAGE I

Normen voor de monsterneming en de analyse en procedures voor de indeling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken verwijderd worden uit de bedding, de oevers en bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken

1. Algemene beginselen

De stoffen worden bij de categorieën A en B ingedeeld met inachtneming van de procedure en de parameters waarvan sprake in deze bijlage.

Als de kenmerken van de stoffen van een zone waar werkzaamheden moeten worden uitgevoerd, reeds bij de uitvoering van vroegere werken overeenkomstig deze bijlage vastgesteld zijn, kan de technisch ambtenaar een vereenvoudigde monsternemingsprocedure toestaan.

2. Monsterneming

2.1. Aantal representatieve monsters

Het minimumaantal te nemen representatieve monsters wordt vastgelegd op grond van het volume van de d.m.v. bagger- of ruimingswerken te verwijderen stoffen, zoals weergegeven in tabel 1 hieronder :

Tabel 1 : Minimumaantal representatieve monsters te nemen op grond van het te verwijderen volume

Volume in m ³	Aantal representatieve monsters
minder dan 25.000 m ³	minimum 1 monster en 1 monster per 5.000 m ³
meer dan 25.000 m ³	minimum 3 monsters + 1 monster per 10.000 m ³

De monsternemingszones worden vastgesteld om rekening te houden met de oppervlakte en de dichtheid van de uit het watervlak of waterloopgedeelte te verwijderen laag stoffen. Om een goede representativiteit van de monsterneming te verzekeren, moeten volgende elementen opgenomen worden bij de vaststelling van de monsternemingszones en -punten :

- het bestaan van waterwinningsgebieden;
- de plaatselijke afwateringsomstandigheden;
- de rechtstreekse of onrechtstreekse, diffuse of geconcentreerde inbrengen veroorzaakt door het afvloeiende water of het afvalwater, ongeacht de aard of de herkomst;
- alle inlichtingen ingewonnen bij vroegere karakterisering.

2.2. Monsterneming

Het monster dat representatief is voor een monsternemingszone is het resultaat van het gewogen mengsel van minimum vier individuele monsternemingen uitgevoerd over de gehele dichtheid van de te verwijderen stoffen en oordeelkundig verdeeld over de zone.

Elke individuele monsterneming wordt in een register opgenomen en is het voorwerp van een macroscopische beschrijving waarin o.a. de volgende gegevens voorkomen :

- de kleur, de geur (waterstofsulfide, koolwaterstoffen, Y);
- de textuur en de vastheid van de stof;
- de homogeniteit of de stratificatie van de afzetting;
- de aanwezigheid van grove elementen (blokken, grind, Y);
- de aanwezigheid van kenmerkende bestanddelen : levende organismen, verse of rottende planten, schelpen, veelsoortige afval, Y

Het rapport vermeldt eveneens de plaats, de diepte en de dichtheid van elke individuele monsterneming.

Het eindvolume van het representatieve monster wordt vastgesteld op grond van de granulometrie van het materiaal.

Het moet ten minste 15 dm³ fijne stoffen bevatten (afmeting van korrels van minder dan 2 mm).

Als de kenmerken van de afzetting het toelaten, worden de monsternemingen uitgevoerd d.m.v. een monsterner met verticale indringing overeenkomstig de voorschriften van de norm ISO-4364 (1977) betreffende de monsterneming op materialen uit de bedding.

In geval van samenhangende afzettingen of grove stoffen (grind, kiezels of blokken), is het wenselijk een kernboormachine of een grijper te gebruiken; insgelijks mag een zwikboor worden gebruikt in een aan de oppervlakte komende zone.

Als de monsterneming verhinderd wordt door grove materialen (rotsen, blokken, grind), worden in overeenstemming met de technisch ambtenaar maatregelen getroffen om monsters van het fijne gedeelte te kunnen nemen.

2.3. Vervoer en bewaring

De recipiënten voor de opslag van monsters zijn voorzien van een brede opening en zijn vlot hanteerbaar. De bestanddelen van het mengsel mogen in geen geval aangetast worden door het materiaal van het recipiënt. Het vat is hermetisch gesloten zijn, beschut tegen licht en wordt op een koele plaats bewaard (idealiter 2 tot 4°C). De analyse moet zo spoedig mogelijk na de monsterneming beginnen.

3. Behandeling van het ruwe monster

Zodra het monster in het laboratorium aankomt, wordt het geanalyseerd, gehomogeniseerd en opgedeeld in twee identieke representatieve gedeelten die volstaan voor latere analytische vaststellingen.

Eén van de delers is bestemd voor analyses waarvoor een niet gedroogd ruw materiaal moet worden gebruikt. De andere wordt gewogen, vervolgens buiten bereik van de laboratoriumdampen en Bstoffen in het gepaste recipiënt gelegd en in een geventileerde droogstoof gedroogd op een maximumtemperatuur van 60°C totdat een constante massa wordt verkregen.

Bij de bewaring van elke deler wordt alles in het werk gesteld om elke wijziging te voorkomen die een nadelige invloed zou kunnen hebben op latere analytische vaststellingen.

Van het gedroogde materiaal wordt gedurende minimum 6 maanden een bewijsmonster bewaard.

De geanalyseerde monsters zijn hoe dan ook representatief voor de afval in de beheersfilière.

4. Controleprocedure : voorbereiding en analyses

4.1. Voorbereiding

Een deler van de droge stof wordt ontbonden in een porseleine mortel terwijl de grove elementen (grind, kiezels, concreties, organische stoffen, Y) behouden worden. Het verkregen product wordt gezift met een zeef van 2 mm. Alleen het gezifte deel wordt geanalyseerd. Sommige chemische analyses vereisen een fijner gemaald materiaal dat met een zeef van 0,5 mm gezift kan worden; in dit geval wordt een gepaste breekinstallatie gebruikt.

4.2. Analyse

Het laboratorium stelt vervolgens de volgende parameters en doseringen vast voor de geschikte delen :

a) de stof die droog is op 105 °C+/-2 °C, het gehalte aan organische stoffen, de pH en het elektrische geleidingsvermogen van de waterige oplossing 1/10 tot 20 °C, het gehalte aan zuurbestendige stoffen, de zeefrest met een zeef van 2 mm;

b) anorganische elementen en verbindingen : totaal As, Cr, Cd, Co, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN-.

c) organische verbindingen : alifatische koolwaterstoffen (C10 - C40), monocyclische aromatische koolwaterstoffen, gehalogeneerde oplosmiddelen, polycyclische aromatische koolwaterstoffen (P.A.H.'s van Borneff), polychloorbifenylen (PCB's van Ballschmieter) en organische chloorpesticiden.

De dosering van die organische verbindingen wordt slechts uitgevoerd als hun aanwezigheid aan het licht gebracht wordt door een aftasting in gas -of vloeistofchromatografie gekoppeld aan een massaspectrometer (GC/MS).

De technisch ambtenaar kan een bijkomende vaststelling van anorganische elementen of verbindingen of van organische verbindingen vragen, hetzij al naar gelang de specifieke plaatselijke omstandigheden, hetzij op grond van hun aanwezigheid in de waterzuil.

4.3. Interpretatie

De te verwijderen stoffen worden ingedeeld als volgt :

1° als de werken uitgevoerd worden om minder dan 25.000 m³ stoffen te verwijderen

onder categorie A als de in de tabellen 2 en 3 bedoelde normen door geen enkel van de in die tabellen opgenomen elementen of verbindingen overschreden worden.

Tabel 2 : Toegelaten maximumgehalten aan anorganische elementen en verbindingen (in mg per kg droge stoffen)

As	Cd	Cr	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn	F-	CN-
50	6	200	150	25	1,5	75	250	1200	250	5

Tabel 3 : Toegelaten maximumgehalten aan organische verbindingen (in mg per kg droge stoffen)

Apolaire koolwaterstoffen	1500
Alifatische koolwaterstoffen (C10 B C40))	50
Monocyclische aromatische koolwaterstoffen (1)	10
Gehalogeneerde oplosmiddelen (2)	1
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen (P.A.H.'s van Borneff) (3)	9
Polychloorbifenylen (PCB's van Ballschmieter)(4)	0,25
Totaal organische chloorpesticiden (5)	0,25

(1) Benzeen, toluen, ethylbenzeen, m-xyleen, p-xyleen, o-xyleen, styreen

(2) Methyleenchloride, trans-1,2-dichloroethyleen, 1,1-dichloroethaan, cis-1,2-dichloroethyleen, chloroform, 1,1,1-trichloroethaan, 1,2-dichloroethaan, koolstoftetrachloride, 1,2-dichloropropeen, trichloroethyleen, bromodichloromethaan, cis-1,3-dichloropropyleen, trans-1,3-dichloropropyleen, 1,1,2-trichloroethaan, dibromochloromethaan, tetrachloroethyleen, chlorobenzeen, bromoform

(3) Onder P.A.H.'s verstaat men het onderzoek van volgende verbindingen :

acenaftaleen, acenaftyleen, antraceen, benzo (a) antraceen, dibenzo (a, h) antraceen, chryseen, fluorantheen(*), benzo (b) fluorantheen (*), benzo (k) fluorantheen (*), fluoreen, naftaleen, fenanthreen, pyreen, benzo (a) pyreen (*), indeno 1, 2, 3 (c, d) pyreen (*) en benzo (g, h, i) peryleen (*).

De beslissing betreft de som van de 6 verbindingen van Borneff (*).

(4) Onder P.C.B.'s verstaat men de som van de P.C.B.'s 28, 52, 101, 118, 138, 153 en 180.

(5) Onder organische chloorpesticiden verstaat men de som van de H.C.B.'s, namelijk hexachlorobenzeen, aldrine, dieldrine, endrine, isodrine, lindaan, heptachlorepoxyde, 4,4 DDE, 2,4 DDT en 4,4 DDT.

(*) Die concentraties worden berekend op grond van de concentraties gemeten in mg/l in de drie opeenvolgende eluaten.

(**) Laagste concentratie onderzocht aan de hand van de in tabel 7 vermelde analytische methode.

onder categorie B als ten minste één element of verbinding het in de tabellen 4 en 5 vastgelegde gehalte overschrijdt.

Tabel 4. Veiligheidsgehalten voor de anorganische elementen en verbindingen (in mg/kg droge stoffen)

As	Cd	Cr	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn	F-	CN-
100	30	460	420	100	15	300	1500	2400	500	25

Tabel 5. Veiligheidsgehalten voor de organische verbindingen (in mg/kg droge stoffen)

Apolaire koolwaterstoffen	4500
Alifatische koolwaterstoffen (C10 B C40))	100
Monocyclische aromatische koolwaterstoffen	75
Gehalogeneerde oplosmiddelen	5
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen (P.A.H.'s van Borneff)	45
Polychloorbifenylen (PCB's van Ballschmieter)	0,75
Totaal organische chloorpesticiden	0,50

c) Als ten minste één element of verbinding het in de tabellen 2 en 3 vastgelegde gehalte overschrijdt met een concentratie die lager is dan het in de tabellen 4 en 5 vastgelegde veiligheidsgehalte, wordt een elutieproef uitgevoerd op een deler van elk representatief monster betreffende het watervlak of het waterloopgedeelte waar men van plan is de werken uit te voeren.

Elutieproef

De elutieproef dient om kwalitatieve inlichtingen te verstrekken over de samenstelling van het doorsijpelingswater en de aard van potentieel gevaarlijke stoffen in beweging. De elutieproef wordt door het laboratorium uitgevoerd volgens de methode DIN 38414-S4, aangevuld of vereenvoudigd door de « Office wallon des Déchets » (Waalse Dienst voor Afvalstoffen) in bijlage III bij de administratieve omzendbrief van 23 december 1992, en zoals omschreven in geval van vaste of dikke monsters.

Op dezelfde deler worden drie opeenvolgende eluties uitgevoerd en de na elke elutie verkregen resultaten worden opgeteld, behalve voor de pH en het geleidingsvermogen.

De eluaten worden systematisch onderworpen aan de volgende analyses :

- a) algemene kenmerken : pH, geleidingsvermogen;
- b) anorganische elementen en verbindingen : As, Cd, Cr, Cu, Co, Hg, Ni, Pb, Zn, F-, CN-.

Alleen de organische verbindingen waarvan het in tabel 3 vastgelegde maximumgehalte overschreden is bij de voorafgaande analyse van elk representatief monster, zijn het voorwerp van een analytische vaststelling op de eluaten.

De massaconcentratie van de uitgeloopte stoffen per kg in het monster aanwezige droge stof, dient als basis voor een nieuwe indeling van de stoffen.

Voor zware metalen moet ook de uitlogingsgraad opgegeven worden, namelijk de verhouding in % van het uitgeloopte stofgedeelte tot het globale gehalte ervan in het droge monster.

De toegelaten maximale massaconcentraties zijn opgenomen in tabel 6.

Tabel 6 : toegelaten maximale massaconcentraties in de afzettingen in mg per kg droge stoffen ()

As tot	0,50
Cd	0,10
Co	0,50
Crtot	0,50
CrVI	0,10
Cu	2,00
Hg	0,02
Ni	0,50
Pb	0,50
Zn	2,00
F-	20
CN-	0,10
Apolaire koolwaterstoffen	10
Alifatische koolwaterstoffen (C10 B C40)	(**)
Monocyclische aromatische koolwaterstoffen (individueel)	0.0002
Gehalogeneerde oplosmiddelen (individueel)	0.0005
P.A.H.'s van Borneff (individueel)	0,002
P.C.B.'s van Ballschmieter (individueel)	0,002
Organische chloorpesticiden (individueel)	0,002

Als de massaconcentratie van elk element of verbinding voor elk van de uit de representatieve monsters voortkomende delers lager is dan de maximale toegelaten massaconcentratie vastgelegd in tabel 6, valt het geheel van de stoffen die verwijderd moeten worden uit het watervlak of waterloopgedeelte waar de werken gepland zijn, onder categorie A.

Als daarentegen ten minste één element of verbinding de toegelaten maximale massaconcentratie overschrijdt voor één of meer representatieve monsters, vallen de uit de overeenstemmende monsternemingszone(s) te verwijderen stoffen onder categorie B. De uit de monsternemingszones te verwijderen stoffen waarvan de representatieve monsters voldoen aan de in tabel 6 vastgelegde normen, kunnen evenwel d.m.v. een mechanische afscheiding beheerd worden als stoffen van categorie A.

2° Als de werken uitgevoerd worden om meer dan 25.000 m³ stoffen te verwijderen :

a) als elk van de representatieve monsters voldoet aan de in de tabellen 2 en 3 vastgestelde criteria, valt het geheel van de stoffen die moeten verwijderd worden uit het watervlak of waterloopgedeelte waar de werken gepland zijn, onder categorie A.

b) Als één of meer representatieve monsters voor ten minste één van de elementen of verbindingen de in de tabellen 2 en 3 vastgelegde gehalten overschrijden terwijl de concentraties lager blijven dan de in de tabellen 4 en 5 vastgelegde veiligheidsgehalten, wordt voor het geheel van de representatieve monsters, het rekenkundige gemiddelde berekend van het gehalte van elk van die elementen of verbindingen, alsook de standaardafwijking t.o.v. het gemiddelde.

b.1) Als de som van het gemiddelde en van de standaardafwijking van het gehalte van die elementen of verbindingen lager is dan het in de tabellen 2 en 3 vastgelegde gehalte, valt het geheel van de te verwijderen stoffen onder categorie A.

b.2) Als de som van het gemiddelde en van de standaardafwijking van het gehalte van die elementen of verbindingen hoger is dan het in de tabellen 4 en 5 vastgelegde gehalte, valt het geheel van de te verwijderen stoffen onder categorie B.

b.3) Als die som hoger is dan het in de tabellen 2 en 3 vastgelegde gehalte en lager blijft dan het in de tabellen 4 en 5 vastgelegde veiligheidsgehalte, wordt, overeenkomstig de voorschriften bedoeld in punt 1° hierboven, een elutieproef uitgevoerd op een deler voortkomend uit het of de representatieve monster(s) dat/die één of meer overschrijdingen van de in de tabellen 2 en 3 vastgelegde gehalten vertoonde(n). De massaconcentratie van de in punt b) bedoelde elementen of verbindingen wordt op grond van de eluaten vastgesteld.

c.1) Als de massaconcentratie van die elementen of verbindingen voor elk van de delers lager is dan de toegelaten maximale massaconcentratie bedoeld in tabel 6, valt het geheel van de te verwijderen stoffen onder categorie A.

c.2) In het tegenovergestelde geval wordt de elutieproef uitgevoerd op het geheel van de representatieve monsters en wordt op het geheel van de delers het rekenkundige gemiddelde berekend van de massaconcentratie van de elementen of verbindingen die een overschrijding van de toegelaten maximale massaconcentratie vertoonden, alsook hun standaardafwijking t.o.v. dat gemiddelde. Als de som van het gemiddelde en van de standaardafwijking van de massaconcentratie van elk van die elementen of verbindingen lager blijft dan de in tabel 6 vastgelegde toegelaten maximale massaconcentratie, valt het geheel van de stoffen onder categorie A. In het tegenovergestelde geval valt het geheel van de te verwijderen stoffen onder categorie B. De stoffen die overeenstemmen met de monsternemingszones waaruit de delers voortkomen die voldoen aan de in tabel 6 vastgelegde normen, kunnen evenwel d.m.v. een mechanische afscheiding beheerd worden als stoffen van categorie A.

5. Analytische methoden

Tabel 7 : Aanbevolen analytische methoden

Parameter	Analyse van de afzettingen	Analyse van de eluaten
Mineralisatie door zure slibuitroting, afzetting of bodem	EPA 3050B-3051-3052, ISO 38414 B S17	EPA 3050B-3051-3052
PH	DIN 38414 Deel 5 ISO/DIS 10390	DIN 38404 Deel 5 ISO 10523
As	EPA 7060-7061, ISO 11885	EPA 7060-7061, EN ISO 11989, ISO 11885
Cd	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Cr tot	ISO 9174, ISO 11885	ISO 9174, ISO 11885
CR VI	ISO 11083	ISO 11083
Cu	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Co	EPA 7200-7201, ISO 8288, ISO 11885	EPA 7200-7201, ISO 8288, ISO 11885
Hg	ISO 5666/1, NBN EN 1483	ISO 5666/1, NBN EN 1483
Ni	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Pb	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
Zn	ISO 8288, ISO 11885	ISO 8288, ISO 11885
F-	ISO 10359	ISO 10359
CN-	EPA 9010, ISO 6703-1	EPA 9010, ISO 6703-1
A polaire koolwaterstoffen	ISO TR 11046 (methode B)	ISO TR 11046 (methode B) NVN 6678
Alifatische koolwaterstoffen (C10 B C40)	ISO TR 11046 (aangepaste methode B)	ISO TR 11046 (aangepaste methode B)
Monocyclische aromatische koolwaterstoffen	EPA 602/8020	EPA 602/8020
Gehalogeneerde oplosmiddelen	EPA 601/8010	EPA 601/8010
P.A.H.'s	EPA 610/8310, EPA 625/8270	EPA 610/8310, EPA 625/8270
P.C.B.'s	EPA 505, EPA 608/8080	EPA 505, EPA 608/8080
Organische chloorpesticiden	EPA 505, EPA 508, EPA 608/8080	EPA 505, EPA 508, EPA 608/8080

BIJLAGE 2

Artikel 4, § 2, eerste lid, is van toepassing op lozingen van afvalwater uit de onderstaande sectoren :

1. sectoren bedoeld in de hiernavermelde koninklijke besluiten tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de lozing van afvalwater in het oppervlaktewater en in de openbare riolen,

Koninklijk besluit	Sector
K.B. 29/12/88	Asbest-cement
K.B. 02/08/85	Kolenmijnen en activiteiten voor de valorisatie van kool
K.B. 02/10/85	Chloorindustrie
K.B. 03/02/85	Cokesfabrieken
K.B. 04/08/86	Mestvervaardiging
K.B. 12/09/85	Textielveredeling
K.B. 07/10/86	Hexachlorocyclohexaan
K.B. 22/08/88	Gechloroerde koolwaterstoffen
K.B. 04/09/85	Grafische industrie
K.B. 19/02/87	Farmaceutische industrie
K.B. 02/10/85	Laboratoria
K.B. 11/07/89	Oppervlakteverwerking van metalen
K.B. 27/11/85	Nonferrometalen
K.B. 28/06/89	Methylcellulose
K.B. 04/08/86	Reiniging van vaten
K.B. 02/08/85	Reiniging van wagens en binnenschepen
K.B. 08/07/87	PCB en PCT
K.B. 30/03/87	Petrochemie en de daarvan afgeleide organische chemie
K.B. 03/02/88	Aardolieraffinaderijen
K.B. 29/10/85	Ijzer- en staalwinning langs vloeibare weg
K.B. 03/02/88	Leer- en witlooiërijen en pelterijen
K.B. 04/08/86	Lakken, verven, drukinkten en pigmenten
K.B. 04/09/85	Viscose

2. Industriesectoren waarvan het afvalwater de volgende gevaarlijke stoffen bevat in de zin van richtlijn 76/464/EEG en van richtlijn 86/280/EEG en de opeenvolgende wijzigingen daarvan, zoals bedoeld in de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 :

- DDT, pentachlorofenol, aldrine, dieldrine, endrine en isodrine
- koolstoftetrachloride, chloroform, 1,2-dichloroethaan, trichlorethyleen, perchlorethyleen, trichlorobenzeen, hexachlorobenzeen en hexachlorobutadien.

De beheerder kan inlichtingen over de vergunningen voor lozingen uit de in voorliggende bijlage bedoelde sectoren verkrijgen bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water, Directie Oppervlaktewater. »

Art. 15. Artikel 7, derde lid, 2°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest, wordt gewijzigd als volgt : « de vergunningen die vereist zijn voor de oprichting en de exploitatie van gecontroleerde stortplaatsen en van verzamelinstallaties voor de stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken worden verwijderd uit de bedding, de oevers en de bijbehorende kunstwerken van waterlopen en watervlakken, overeenkomstig het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen; ».

Art. 16. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN